

ÉDITORIAL

Défi

Si l'on y réfléchit bien, la tâche que devront accomplir en un peu plus d'une semaine les trente-six personnalités de tous bords désignées par le chef de l'État pour préparer le Dialogue national s'apparente à un véritable défi. Non seulement, en effet, celles-ci vont devoir fixer le cadre et les modalités de ce grand débat sur les institutions de la République, mais encore il leur faudra veiller à ce que les passions partisans ne l'emportent pas sur le devoir civique. Et l'on sait dès à présent que l'opposition radicale, épaulée par quelques puissants médias étrangers, s'emploiera à les décrédibiliser, voire même à les dissuader par l'insinuation, le mensonge, l'insulte même d'accomplir leur devoir. Ainsi le veut la conception très particulière de la démocratie que certains expriment ici et ailleurs.

Disons-le cependant sans détour : si ces mêmes personnalités font leur travail avec tout le sérieux requis, sans se laisser impressionner par les attaques dont elles seront inévitablement l'objet, elles rendront au Congo le plus grand des services. Car la page qui va se tourner sous nos yeux sera certainement l'une des plus importantes de notre Histoire dans la mesure où, au centre du Dialogue national, doit figurer la gouvernance publique avec, en point d'orgue, le changement ou non de la Constitution sur lequel se focalisent dès à présent toutes les attentions.

Donner des conseils à celles et à ceux sur lesquels repose la lourde charge d'organiser ce grand débat serait tout à la fois irréaliste et grossier : irréaliste parce que seuls les actes permettront de juger leur capacité à agir ; grossier parce que la mission qui leur est confiée ne saurait être résumée en quelques mots. Espérons simplement qu'ils et elles mettront toute leur expérience, tout leur savoir, tout leur sens du devoir au service de la mission que leur confie la République. Espérons aussi que l'État les soutiendra sans défaillance tout au long de ce parcours difficile en mettant à leur disposition les moyens nécessaires pour que le Dialogue national se déroule dans la paix et la sérénité.

Pour ce qui nous concerne, nous simples observateurs de la scène politique, nous mettrons tout en œuvre afin que nos lecteurs soient informés de ce qui se dira là où se dérouleront les débats.

Les Dépêches de Brazzaville

DIALOGUE NATIONAL

La Majorité présidentielle se mobilise

« Mobilisons-nous effectivement pour que nous apportons tout notre concours à la réussite de ce grand événement », tel est l'appel lancé par Pierre Ngolo, lors de l'assemblée générale du Rassemblement pour la majorité présidentielle (RMP), le 1^{er} juillet à Brazzaville. Objectif : Réfléchir afin de contribuer à la réussite du dialogue national sans exclusif.

Après l'annonce faite par le chef de l'État sur la tenue du dialogue national du 11 au 15 juillet, la majorité présidentielle s'organise et voit l'impérieuse nécessité de la tenue de celui-ci en vue d'un consensus

sur les questions relatives à la gouvernance électorale et sur la réforme institutionnelle. Aussi, les partis politiques et associations de la majorité ont échangé sur leur participation à cette concertation qui réunira toutes les forces vives de la nation.

L'ouverture au dialogue, motivée par l'avis des uns et des autres lors des consultations nationales, a été pour la majorité un pas important vers un dialogue républicain sans exclusif. Cette plateforme politique a en effet salué la tenue de cette rencontre qui a permis

à toutes les couches de la société de livrer sans retenue leurs opinions sur la vie politique nationale. Le RMP a ainsi regretté l'absence de certains compatriotes à ces consultations et les invite à prendre le train en marche pour rechercher les consensus possibles sur le devenir de la démocratie congolaise.

Réaffirmant leur engagement, le président par intérim de cette plateforme politique, Pierre Ngolo a invité les partis et associations membres de la majorité d'aller au dialogue dans la compréhension et la confiance.

Josiane Mambou Loukoula

Le Frocad pose des conditions

Les forces politiques et sociales engagées dans le respect de l'ordre constitutionnel se sont réunies hier à Brazzaville. Elles invitent le chef de l'État à prendre des textes rectificatifs sur l'organisation du dialogue national sans exclusive en vue d'intégrer leurs exigences.

Selon ce groupement de partis et associations composé du Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad) et de nouvelles forces telles que Alternance 2016 de René Serge Blanchard Oba, le succès et l'efficacité du dialogue « dépendent d'un certain nombre de standards ».

Il s'agit, entre autres, de la présidence par une personnalité neutre, une commission préparatoire paritaire, le caractère exécutoire des actes du

dialogue ainsi que l'implication de la communauté internationale. « Les forces politiques et sociales engagées dans le respect de l'ordre constitutionnel suggèrent à son excellence Mr le président de la République de prendre des textes rectificatifs pour permettre la réussite de ce dialogue tant attendu par le peuple congolais », ont-elles formulé dans une déclaration adoptée hier à l'issue de longs débats et rendue par Jean-Gustave N'Tondo du Conseil national des Républicains.

Selon ce groupe dirigé par Paul-Marie Mpouélé, ce n'est qu'à la satisfaction de ces exigences que les forces politiques et sociales engagées dans le respect de l'ordre constitutionnel pourraient participer au dialogue annoncé.

La Rédaction

« Le RDPS apportera sa contribution »

Le président du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (Rdps), Jean-Marc Thystère-Tchicaya a livré ses impressions, le 1^{er} juillet à Brazzaville, au sujet du dialogue national sans exclusive convoqué par le chef de l'État.

« Le RDPS a eu l'honneur d'être invité aux consultations politiques initiées par le chef de l'État. À cette occasion, nous lui avons rendu compte

d'une part des conclusions du premier congrès extraordinaire de notre parti, des décisions prises lors de ces assises, mais aussi de réaffirmer notre détermination à œuvrer pour la paix, l'unité et la concorde nationale. Etant donc un parti modéré, nous sommes ouverts au dialogue. Suite à ces consultations, j'ai eu personnellement en ma qualité de

président du parti, la bonne surprise d'écouter le message du chef de l'État. Il nous a invités à une réflexion sur la gouvernance électorale et sur l'avenir de nos institutions de façon cohérente dans la paix, et en toute responsabilité. Le Rdps apportera sa contribution à ce dialogue », s'est réjoui le président du RDPS.

J.M.L.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabozzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille

Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05
532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ASSEMBLÉE NATIONALE

Des propositions de lois parmi les quinze affaires retenues

L'Assemblée nationale (AN) ouvre sa session administrative le 2 juillet à Brazzaville. Quinze affaires sont retenues au nombre desquelles les propositions de loi des députés Valère Etéka Yemet, Benoît Batchi, Pascal Léyinda et Hyacinthe Ingani.

Durant deux mois, les députés examineront les projets de loi portant création d'un établissement public dénommé hôtel Alima Palace ; de l'hôpital général Adolphe Sice ; de l'hôpital général de Dolisie ; de l'hôpital général 31 juillet 1968 d'Owando ; de l'hôpital Mère-enfant Blanche Gomes ; de l'hôpital Edith Lucie Bongo Ondimba ; du Centre national de référence de la drépanocytose maman Antoinette Sassou N'Gusso ; du centre de traitement de l'insuffisance rénale ; et de la centrale d'achat des produits de santé essentiels.

Au cours des travaux, les élus du peuple examineront également le projet de loi de copropriété des Immeubles bâtis ; le projet de loi portant code des hydrocarbures ; le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel entre la République du Congo et l'Association internationale de développement relatif au financement du projet eau, électricité et développement urbain ; le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt additionnel entre la République du Congo et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement relatif au financement additionnel du projet eau, électricité et développement urbain. Les séances des questions d'actualité et des questions orales avec débat au gouvernement figurent également au nombre des dossiers.

Le discours du président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba était centré sur les propositions de loi des députés Valère Etéka Yemet, Benoît Batchi, Pascal Léyinda et Hyacinthe Ingani, ainsi que sur la diplomatie parlementaire. Pour ce qui est de la



Une vue des députés

diplomatie parlementaire, il a évoqué la 23^e assemblée régionale de l'Afrique de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) tenue à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Pour rappel, l'évaluation de la mise en œuvre de la déclaration de la conférence parlementaire de Brazzaville sur le changement climatique, la croissance économique et la lutte contre la pauvreté en Afrique francophone, le terrorisme, ont été inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre. Justin Koumba a également saisi l'hémicycle sur la préparation de la 41^e session de l'APF qui se tiendra du 6 au 11 juillet à Berne en Suisse. Et de rappeler les missions de l'APF qui sont, entre autres, celle de donner plus de visibilité aux questions économiques. Pour cette institution, la croissance des économies africaines ne doit pas être assise principalement sur les politiques d'extraction des matières premières. « Il faut que progressivement et inlassablement promouvoir une industrialisation endogène. Il s'agit là d'un travail à long terme qui n'exclut pas la poursuite intensive d'un certain

nombre d'actions qui ont un impact à brève échéance sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté. Il en est de même du consensus national, de la décentralisation poli-

tique et de l'application des principes de la bonne gouvernance dans le contexte actuel notre pays », a déclaré le président de la chambre basse du Parlement, et de poursuivre : « Par ailleurs, les réformes structurelles fondamentales visant l'efficacité de l'économie à travers l'accroissement des recettes budgétaires et la lutte contre l'impunité, la concussion doivent être menées afin d'améliorer le climat des affaires et d'attirer les investissements directs étrangers, source de création d'emplois ».

La visibilité médiatique de l'AN dans le suivi et le contrôle de l'action du gouvernement, les pertinences des débats pendant les séances plénières, le taux de traitement des affaires introduites par le gouvernement, les propositions de loi faites par les députés, la diplomatie parlementaire, le renforcement des capacités parlementaires à travers les séminaires et les conférences, le fonctionnement administratif et social de l'AN, sont des indicateurs qui feront l'objet d'évaluation, a affirmé Justin Koumba.

Josiane Mambou Loukoula

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La perception du manioc à améliorer

Cette plante venue d'Amazonie a fait l'objet d'une conférence-débat des chercheurs, tenue le 30 juin à Brazzaville, à l'occasion de la Journée de la renaissance scientifique en Afrique, placée sous le signe de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le manioc est devenu une culture commerciale et non plus de subsistance. Il est cultivé dans la quasi-totalité des départements du Congo. Consommé par plus de 80% de la population, c'est un produit qui fait vivre beaucoup de famille. Cependant, sa culture se fait de façon artisanale, ainsi la contribution de la science, la technologie et l'innovation dans la recherche améliorera son rendement et sa qualité de production.

Selon, les chercheurs, le plus grand défi réside dans la formation. Actuellement, il est constaté certains problèmes liés au manioc à savoir : la production faible, des conditions de conservation peu adéquates et la commercialisation non contrôlée. Certains participants à la conférence-débat ont affirmé que le manioc n'est pas commercialisé selon les règles de l'art, mais plutôt de manière informelle. Ils ont relevé la réduction des pertes après la production. Ceux qui vendent le manioc ne sont pas informés sur les processus de production, de conservation, de transformation et de stockage. Plus de 80% de paysans sont inorganisés, utilisant des techniques rudimentaires.

Il convient de souligner que la République du Congo est un pays à vocation agricole dont les potentialités des sols sont peu développées. Les

intrants coûtent chers. D'où, l'interpellation des pouvoirs publics, les invitant à soutenir les producteurs évoluant dans ce domaine.

Certes, cela fait 15 ans que les recherches sur le manioc persistent, mais les efforts ne se font pas encore ressentir au niveau du consommateur final.

Cet aliment présente un grand intérêt économique, tels : la fabrication de la farine de manioc, du pain de manioc, du gari. Ses feuilles sont aussi comestibles pour les animaux, ainsi que les tubercules et les cosettes. Dans l'industrie, le même aliment est utilisé entre autres dans la fabrication du tapioca.

Dans la quête d'étude sur le manioc, l'un des chercheurs a fait part d'une innovation sur l'élaboration de la farine planifiable à base de farine 100% manioc. Une merveille utilisée déjà en pâtisserie s'apparentant à de la farine de blé.

« La perception que l'opinion avait de la recherche, il faut l'écorner. Le politique vend du rêve, c'est aux chercheurs de le concrétiser. Je rêve un jour où l'on trouvera du manioc dans les grandes surfaces, sous toutes ses formes », a souhaité le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Bruno Jean Richard Itoua, avant de conclure : « on a un long chemin à faire afin que la recherche contribue à l'amélioration des conditions de vie de la population ».

Nancy France Loutoumba

NIARI

La Dynamique pour la nouvelle République tient un meeting populaire ce 4 juillet à Dolisie

Les organisateurs évoquent un méga-meeting dans la capitale de l'or vert, à l'instar de celui qui les avait réunis le 29 avril à Pointe-Noire.

Regroupant plus de 900 associations et mutuelles, la Dynamique pour la Nouvelle République a rendez-vous avec la population du Niari pour son meeting prévu le 4 juillet à Dolisie, chef-lieu du département. Les orateurs, parmi lesquels son président d'honneur, Denis Christel Sassou N'Gusso, réitéreront à cette occasion leur appel à la nécessité pour les Congolais de promouvoir le dialogue et le vivre ensemble.

Lors de la rencontre de la capitale économique, il y a un mois, les participants avaient apporté leur soutien à cette initiative qui consiste, rappelaient-ils, à donner au Congo « l'opportunité d'aborder les échéances politiques à venir dans une compétition électorale sans heurts ». Ils invitaient aussi les acteurs politiques à préserver le climat de paix en cours dans le pays qui permet des avancées sur la voie de la construction nationale. D'après les dirigeants de la Dynamique, le meeting de Dolisie, qui interviendra quelques jours après l'annonce par le président de la République de la tenue du dialogue national inclusif, participe de leur volonté de soutenir l'action du chef de l'Etat. Comme l'a indiqué ce dernier dans son message à la nation, le 30 juin, le dialogue national se penchera notamment sur la réforme des institutions et la gouvernance électorale, deux sujets majeurs qui mériteront, considère la DNR, d'être « abordés avec sérénité par les conférenciers, d'autant qu'ils engagent l'avenir du Congo ».

Le dialogue, tel est le choix de la Dynamique pour la nouvelle République, qui profitera sans doute de la réunion publique de Dolisie pour à nouveau en faire un large écho.

Les Dépêches de Brazzaville

RÉVENDICATIONS SOCIALES

Des ex-agents de la SCPE réclament leur reversement à la SNE

Dans un communiqué daté du 1^{er} juillet, le collectif d'ex-agents de la Société congolaise de production de l'électricité (SCPE) dissoute, dénonce le non-respect des décisions du conseil des ministres du 28 juin 2013, autorisant leur reversement à la Société nationale d'électricité (SNE).

Le même conseil des ministres qui avait ordonné la dissolution et le reversement de tous les ex-agents de la SCPE à la SNE, autorisait également le paiement des droits sociaux de ces anciens agents. Depuis 2013, explique le communiqué, seulement quelques ex-agents de la Centrale thermique d'Oyo (CTO) et de la Centrale thermique de Brazzaville (CTB), ont été reversés à la SNE.

Le document dénonce une application partielle des décisions du conseil des ministres, car « une trentaine des ex-agents continuent d'attendre à la maison dans une précarité la plus absolue, puisque abandonnés à leur triste sort par le ministère de tutelle qui n'accorde plus aucune attention au dossier sur la suite du redéploiement. », regrettent ces présumés oubliés.

Le gouvernement appelé à faire justice

Pourtant, au cours d'une réunion tenue le 17 février 2014 entre le ministre Henri Ossebi et les partenaires sociaux de la société dissoute, des engagements « sérieux » avaient été donnés, évoquent-ils. Il s'agissait entre autres, du paiement simultané d'un tiers du forfait pour les mois de janvier et février 2014 ; le devoir d'informer les concernés sur l'évolution du dossier du paiement des droits des anciens agents notamment ceux de CTB et CTO. « Toutes ces décisions sont restées lettre morte », a renchéri le coordonnateur du collectif, Florent Mabika.

« De ce fait, le comité de suivi des ex-agents de la SCPE demande au gouvernement de la République de faire justice, afin que le reste de ceux des agents de la CTB qui attendent depuis 2 ans, soient intégrés le plutôt possible à la SNE comme le sont en ce moment-ci nos collègues », a déclaré Florent Mabika, avant de conclure « cette approche que nous envisageons tous, est susceptible d'éviter les injustices constatées jusque-là ».

Fiacre Kombo



**AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 004/PEEDU/2015 DU 1ER JUILLET 2015
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (CABINET OU BUREAU D'ETUDE) CHARGE
DE LA REALISATION DE LA NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES)
POUR LA CONSTRUCTION DE SEPT (7) DEPARTS OU FEEDERS A POINTE NOIRE.**

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant (Cabinet ou bureau d'études) chargé de la réalisation d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) dans le cadre des travaux de construction de sept (7) départs ou feeders à Pointe-Noire. De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) en vue d'identifier les impacts potentiels liés aux travaux et d'en proposer des mesures d'atténuation suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de sept (7) départs ou feeders à Pointe-Noire.

De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier, hiérarchiser, définir et analyser les impacts tant positifs que négatifs sur l'environnement et les populations que pourraient engendrer les travaux de construction de sept (7) départs ou feeders d'une part, et d'autre part de déterminer les mesures d'atténuation et de compensation pour les impacts négatifs et des mesures de bonification pour les impacts positifs. Le consultant devra être un cabinet ou bureau d'études dont les compétences minimales suivantes sont requises dans l'équipe:

- Un chef de mission, expert environnementaliste, de niveau BAC+5 justifiant d'une expérience d'au moins dix ans en étude d'impact environnemental et social, en audit environnemental et social des sous projets d'infrastructure. Une bonne connaissance des procédures environnementales et sociales de la banque mondiale est exigée.
- Un expert en génie électrique justifiant d'au moins cinq années d'expérience.

•Un socio-économiste ayant au moins trois années d'expérience en collecte et analyse des données socio-économiques et justifiant d'une bonne connaissance des mesures de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale.

L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Plaquette d'informations détaillées avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 29 juillet 2015 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU) Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr

**Fait à Brazzaville, le 1er juillet 2015.
Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./.**



**AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 005/PEEDU/2015 DU 1ER JUILLET 2015
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION DE LA
NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) POUR LA CONSTRUCTION DE VINGT
(20) POSTES DE TRANSFORMATION D'ELECTRICITE A POINTE NOIRE.**

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant individuel chargé de la réalisation d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) dans le cadre des travaux de construction de vingt (20) postes de transformation d'électricité à Pointe-Noire.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) en vue d'identifier les impacts potentiels liés aux travaux et d'en proposer des mesures d'atténuation suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de vingt (20) postes de transformation d'électricité à Pointe-Noire.

De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier, hiérarchiser, définir et analyser les impacts tant positifs que négatifs sur l'environnement et les populations que pourraient engendrer les travaux de construction de vingt (20) postes de transformation d'électricité d'une part, et d'autre part de déterminer les mesures d'atténuation et de compensation pour les impacts négatifs et des mesures de bonification pour les impacts positifs.

Le consultant devra être un expert environnementaliste, de niveau BAC+5 jouissant d'une expérience d'au moins dix (10) ans en réalisation des études d'impact environnemental et social (EIES), notice d'impact environnemental et social (NIES), audit environnemental et social (AES). Il devra également avoir une maîtrise des exigences opérationnelles et procédurales de la

banque mondiale en matière d'évaluation environnementale et sociale. L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Plaquette d'informations détaillées avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 29 juillet 2015 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU) Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr

**Fait à Brazzaville, le 1er juillet 2015.
Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./.**



**AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 006/PEEDU/2015 DU 1ER JUILLET 2015
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION DE LA
NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL NIES POUR LA CONSTRUCTION DE TROIS (3)
AGENCES TECHNICO-COMMERCIALES A POINTE NOIRE.**

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant individuel chargé de la réalisation d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) dans le cadre des travaux de construction de trois (3) agences technico-commerciales à Pointe-Noire.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) en vue d'identifier les impacts potentiels liés aux travaux et d'en proposer des mesures d'atténuation suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de trois (3) agences technico-commerciales à Pointe-Noire.

De manière spécifique, le consultant sera chargé entre autres d'identifier, hiérarchiser, définir et analyser les impacts tant positifs que négatifs sur l'environnement et les populations que pourraient engendrer les travaux de construction de trois (3) agences technico-commerciales d'une part, et d'autre part de déterminer les mesures d'atténuation et de compensation pour les impacts négatifs et des mesures de bonification pour les impacts positifs.

Le consultant devra être un expert environnementaliste, de niveau BAC+5 jouissant d'une expérience d'au moins dix (10) ans en réalisation des études d'impact environnemental et social (EIES), notice d'impact environnemental et social (NIES), audit environnemental et social (AES). Il devra également avoir une

maîtrise des exigences opérationnelles et procédurales de la banque mondiale en matière d'évaluation environnementale et sociale.

L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (CV détaillé avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 29 juillet 2015 à 14 heures :

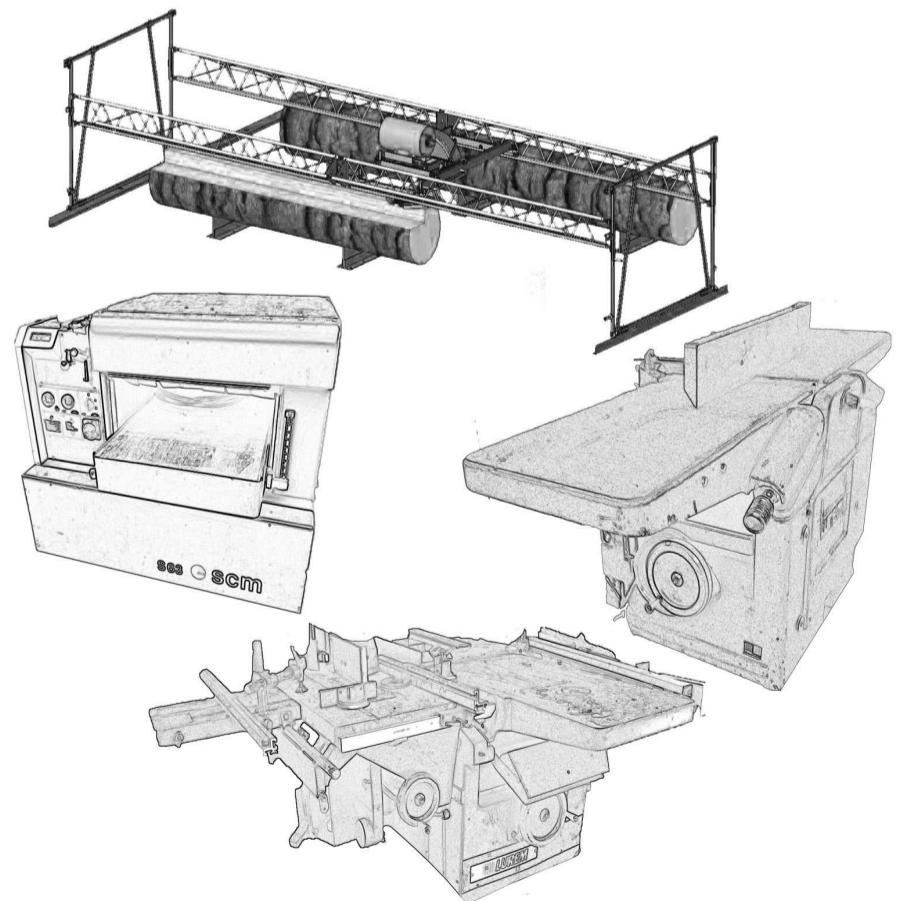
Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)

Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr

**Fait à Brazzaville, le 1er juillet 2015.
Le Coordonnateur du PEEDU**

Maurice BOUESSO./.

VENTE MACHINES A BOIS EXPORT - NEUF & OCCASION Devis avec transitaire



Ets. JOULIN Père & Fils – Paris

10, rue Destouches – 94500 CHAMPIGNY sur MARNE – FRANCE

Brazzaville : 06 66 47 290 - Paris : +33 (0)6 08 02 59 42

Fax : +33 (0)1 42 07 12 13

Email : ets.joulin@free.fr

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« On ne fait pas la politique pour appauvrir les autres, ni pour s'appauvrir. Nous faisons la politique pour qu'autour de nous, des électeurs, des frères, des sœurs en tirent profit. »

Sylvestre Ossiala, député du Pct, Les Dépêches de Brazzaville du 03 juillet 2015

« La bonne gestion des transitions ou des changements de pouvoir est capitale dans la vie politique d'une nation et doit être anticipée. »

Pedro Pires, ancien président du Cap vert, le Magazine de l'Afrique de juillet-août 2015,

« Invoquer les racines africaines pour expliquer les problèmes du continent, c'est du culturalisme. »

Lionel Zinsou, Franco-Béninois, ancien de chez Rothschild, aujourd'hui Premier ministre du Bénin, Jeune Afrique du 04 avril 2012

« L'espionnage existe depuis tous les temps et c'est une forme d'information conséquente. »

Renaud Muselier, député européen, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères (France), RFI, 24 juin 2015

« Il y a deux histoires : l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements. »

Honoré de Balzac, écrivain français, Illusions perdues (1837-1843)

PUBLICATION

Comment la fiscalité peut-elle contribuer à la monétarisation d'une économie ?

« La problématique a nourri la réflexion et orienté les recherches du Professeur Antoine Ngakosso, par ailleurs directeur général des Impôts et des domaines. Résultat : un ouvrage du même titre, sorti en juin aux éditions Publibook et présenté le 30 juin à Brazzaville lors d'une cérémonie de dédicace.

Mardi dès 14 heures, la salle de conférence de la préfecture de Brazzaville était déjà comble. Universitaires, étudiants, cadres de l'administration publique et des entreprises privées avaient pris place au point où les retardataires avaient du mal à se placer. Une heure plus tard, le présidium affichait complet : trois professeurs étaient là, face à l'assistance. C'est le professeur Mukala Kadima Njuji de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'université Marien- Ngouabi qui ouvre le bal en tant que modérateur. Au centre de ses propos : la présentation du professeur Pierre Kopp de la Sorbonne, ancien encadreur d'Antoine Ngakosso, dont le rôle ce jour-là est de porter un regard critique sur l'ouvrage paru. Et il l'a fait en spécialiste de la matière, recourant à des images et anecdotes, décodant pour le public peu instruit à la science économique des concepts tels «fiscalité», monétarisation», etc. Un «exercice de déblayage», dira-t-on qui a permis à l'auteur du livre d'aborder sereinement un auditoire «préparé» et donc réceptif.

Les quarante pages de cet ouvrage sont articulées sur trois points. Le premier est méthodologique et conceptuel. L'auteur se pose la question de savoir pourquoi la monétarisation et comment sortir de l'économie informelle. Le second point porte sur le bénéfice de la monétarisation, les avantages que l'on peut tirer au nombre desquels la transparence dont on glose à l'envie en ces temps où des phénomènes comme le blanchiment d'argent contribue à asseoir le terrorisme dans certains pays.

Dans cet ouvrage, Antoine Ngakosso met également l'accent sur la croissance économique qui devrait se faire par l'émergence d'une classe moyenne. Il s'agit d'intéresser la majorité de la population à se «formaliser», à sortir des vieux schémas qui caractérisent les transactions. En clair, la bancarisation est un pas certes, mais il faut aller vers la monétarisation. « Au congo, la monétarisation désigne la quasi manipulation des billets et de la monnaie. Je ne voulais pas que cet ouvrage soit très technique. Ma préoccupation est de permettre à un large public de le comprendre afin de changer de comportement », explique l'auteur. L'assistance a compris ce plaidoyer de celui qui depuis environ cinq ans pilote une structure stratégique pour l'émergence du pays : les impôts. Au Congo, dit l'auteur, le secteur informel joue

un rôle clé même si son impact sur le PIB est insignifiant : 0,8% des recettes fiscales. « J'ai passé mon temps à dialoguer avec ces acteurs et à les convaincre à adhérer au circuit formel, c'était peine perdue au point que j'ai dû renoncer », avoue l'auteur. A-t-il vraiment renoncé ?

En publiant ce énième ouvrage, Antoine Ngakosso n'a qu'un souci : contribuer à changer la donne dans son pays, en sa double casquette de haut fonctionnaire (donc de décideur) et de chercheur avec la force de proposition qu'on reconnaît à cette catégorie d'individus. À propos des propositions, le livre d'Antoine Ngakosso n'en manque pas. Il a plaidé pour la création des Centres de gestion agréés, des espaces de laboratoires qui mettront face à face des experts, des chefs d'entreprises et des porteurs de projets. Au total, deux heures et demi d'échanges, dix intervenants, de nombreux passionnés qui, sur place, n'ont pas hésité à déboursier 4000 FCfa pour s'offrir ledit ouvrage.

Antoine Ngakosso est professeur agrégé en science économique, enseignant à l'Université Marien-Ngouabi et spécialiste en politique économique. Il est le directeur général des impôts et des domaines du Congo, avec, pour initiatives entre autres, la foire fiscale pour faire comprendre aux citoyens la nécessité de payer l'impôt.

Hermione Désirée Ngoma

UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

Etanislas Ngodi a soutenu une thèse de Doctorat sur le système colonial

« Résistances, conquête et domination coloniales en Afrique centrale : cas du Congo XIX^e-XX^e siècles » est le thème de cette thèse de Doctorat unique soutenue publiquement le 1^{er} juillet 2015 à Brazzaville. Etanislas Ngodi, l'impétrant s'en est sorti avec une mention très honorable, suivie des félicitations du jury.

Devant une assistance nourrie composée d'étudiants, d'amis et d'invités. Etanislas Ngodi, serein et maîtrisant parfaitement son sujet, a présenté dans les délais impartis (15 min) les grandes lignes de sa thèse qui est en fait le fruit d'une recherche menée

sur l'ensemble des actes de résistance que le Congo a connus pendant la période de la colonisation.

La problématique de ce sujet se résume à : l'expansion coloniale, la mise en place du système concessionnaire, l'introduction de l'impôt de capitation, le travail forcé, le portage, la construction du chemin de fer et l'éveil du nationalisme, etc.

Selon l'impétrant, ces événements sont à l'origine de la remise en cause du système colonial sous diverses formes de contestation à l'ordre établi. Etanislas Ngodi a dressé l'histoire des résistances à la conquête et la domination coloniales qui, a-t-il dit « est indissociablement liée à celle de la formation de la société

congolaise moderne ». La seconde partie de la soutenance a porté sur la séance de débat au cours de laquelle plusieurs questions ont été posées à l'impétrant qui a du reste apporté des réponses appropriées.

Né le 12 juin 1978 à Makabana, en République du Congo, Etanislas Ngodi est membre de plusieurs institutions et réseaux de recherche dont le CODESRIA, l'UEFA, l'IUSSP et l'IGRAC.

Notons que cette thèse a été présentée devant un jury composé de plusieurs professeurs issus des universités Marien Ngouabi du Congo, Omar Bongo du Gabon et Ouagadougou du Burkina Faso.

Guillaume Ondzé

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Gusso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45|06 992 04 91-Email : inscription@iiprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Techniques de rédaction administrative	4 jours	6 au 9 juillet 2015
Bilan de compétences et plan de carrière	4 jours	13 au 17 juillet 2015
Construire sa stratégie logistique	4 jours	21 au 24 juillet 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	21 au 24 juillet 2015
La gestion de la relation client (GRC ou CRM) : enjeux et fondamentaux	3 jours	28 au 30 juillet 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

DISTINCTION

L'Unicef décerne le prix de meilleure entreprise citoyenne à Airtel-Congo

Pour sa contribution dans la prévention de la pandémie du virus Ebola qui a sévi, l'année dernière, le Libéria, la Guinée Conakry et la Sierra Leone, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) Congo, a attribué, le 30 juin, un certificat d'encouragement à Airtel-Congo, en qualité d'entreprise citoyenne, amie des enfants.

Pendant que la pandémie du virus Ebola sévissait l'année dernière, dans ces trois pays de l'Afrique de l'Ouest, au niveau du Congo, la société de téléphonie mobile, Airtel-Congo, qui répondait à l'appel du ministère de la Santé pour prévenir la maladie, avait beaucoup communiqué dans le cadre de la prévention. Elle s'était affichée, surtout



Les DG de Airtel et le représentant de l'Unicef 'au milieu' entourés de leurs collaborateurs (photo adiac)

dans la production des supports de communication sur la maladie et leur dissémination, ainsi que la diffusion des messages sur cette pandémie à travers plusieurs canaux. Sur le terrain, aux côtés de

l'Unicef, du ministère de la Santé, Airtel a appuyé le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, dans la prévention de cette maladie dans les écoles de Brazzaville et à Pointe-Noire.

Sa présence ainsi que son rôle ont été aussi très remarquables, pendant cette période, où l'entreprise a réalisé continuellement, de concert avec d'autres acteurs sociaux, des sondages visant à jauger les connaissances, les comportements, les attitudes et les croyances de la population vis-à-vis de cette maladie.

C'est donc en récompense de son activisme dans la lutte et la prévention de cette pandémie que l'Unicef a encouragé cette société de téléphonie mobile, pour son implication multiforme. « L'entreprise Airtel n'a pas été seulement, au cours des années 2014-2015, sur le front de la prévention d'Ebola, elle est engagée aussi dans la lutte contre la poliomyélite, une maladie qui affecte surtout les en-

fants », a souligné le représentant de l'Unicef au Congo, Aloys Kamuragiyé, dans son mot liminaire.

Recevant cette distinction, le directeur général d'Airtel-Congo, John Ndégo a fait savoir que l'implication de sa société dans la prévention de cette pandémie, s'inscrit dans le cadre du programme de responsabilité sociale d'Airtel-Congo.

« La reconnaissance qui est décernée à Airtel-Congo aujourd'hui, s'inscrit dans le cadre de ses actions en faveur de la population congolaise, mais en particulier au profit des enfants et des jeunes, à travers notre programme de responsabilité sociale, d'entreprise axée sur l'éducation, le sport et la santé », a conclu John Ndégo.

Firmin Oyé



Pour vos séjours à Pointe-Noire, en famille ou en groupe, une bonne adresse:

La Résidence Rossella.S
74 rue Louémé Quartier MAWATA

Maisons meublées climatisées, TV sur satellite et confortables à proximité de la grande avenue de Mawata.

Pour toute réservation, contactez le
+242 05 557 57 60 / +242 05 553 11 93
Email : so4ltd@hotmail.com



COGRAMAT

Promotion début saison sèche

-20 % sur tous les tarifs publics

Jusqu'au 31 juillet 2015(*)

Tél : 06 688 20 48

(*) Dans la limite des stocks disponibles

Société Congolaise des Granulats et Matériaux

Avenue de la Pointe Hollandaise

Mpila - Brazzaville



Assurances et Réassurances du Congo

Soyez rassurés avec nos services!!

Assurance Incendie	Assurance Santé
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisques Habitation	Assurance Vieillesse
Assurance Glaces Tempête	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise

Agence RFR - Avenue de la Pointe Hollandaise - Tél : +242 05 557 57 60 / +242 05 553 11 93
Agence PNR - 123, Avenue Tazenda - Tél : +242 05 281 46 83 / +24 05 281 46 83
Email : agence@scg-congo.com - www.scg-congo.com

BURKINA FASO

Des soldats français à nouveau soupçonnés d'agressions sexuelles sur mineur

Le parquet de Paris a confirmé, le 30 juin, l'ouverture d'une enquête préliminaire sur des « soupçons d'agressions sexuelles sur mineur » par des soldats français en mission au Burkina Faso, suite à une dénonciation du ministère de la Défense.

Les deux soldats français qui sont soupçonnés de s'être livrés à des « actes à connotation sexuelle » sur deux enfants au Burkina Faso ont été investigués. La France affirme avoir « immédiatement signalé les faits allégués » à la justice des deux pays, française et burkinabè. Dans le cadre de l'opération de lutte antiterroriste Barkhane, quelque 220 soldats français sont stationnés au Burkina Faso.

Après les accusations portées contre des militaires de la Force Sangaris en Centrafrique, c'est la deuxième affaire d'abus sexuels d'enfants impliquant l'armée française en Afrique. Au total, ce sont 14 militaires français qui ont été mis en cause, parmi lesquels sont formellement identifiés par les témoignages d'enfants de 6 à 13 ans.

Noël Ndong

ÉTATS-UNIS-CUBA

L'ouverture des ambassades prévue pour le 20 juillet

Le président américain Barack Obama et son homologue cubain Raul Castro ont annoncé le 1^{er} juillet, la reprise effective des relations diplomatiques bilatérales, cinquante ans après leur rupture. Le rétablissement de ces relations sera matérialisé par la réouverture des ambassades à la date suscitée.

Les Etats-Unis et Cuba se représentaient jusqu'ici par des sections consulaires. Pour sceller leurs relations et transformer ces sections en ambassades, le chef de la section américaine à La Havane a remis le même jour une lettre de Barack Obama au gouvernement cubain, lettre dans laquelle le président américain confirme le rétablissement des relations diplomatiques. Le secrétaire d'Etat John Kerry se rendra à La Havane à la date susmentionnée pour inaugurer la représentation diplomatique américaine à Cuba alors que son homologue cubain, Bruno Rodriguez, fera le déplacement de Washington. Suivra ensuite, notamment en 2016, le déplacement de Barack Obama dans la capitale cubaine.

La détermination affichée par les dirigeants américains et

cubains fait suite à six mois de discussions entre les deux parties en vue de normaliser leurs relations. L'ouverture des ambassades attendue depuis quelque temps, devait être annoncée en avril dernier lors du sommet des Amériques, mais cela n'avait pu être fait parce qu'il restait quelques sources de blocage à régler. Parmi ces points figurait le fait que Cuba avait été classé parmi les pays soutenant le terrorisme depuis 1982, aux côtés de la Syrie, du Soudan et de l'Iran, notamment par l'administration Reagan. Les Cubains exigeaient que les Etats-Unis retirent leur nation de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme. Ce que Washington avait fait depuis le mois de mai dernier. La liberté de mouvement des futurs diplomates sur les territoires américain et cubain ainsi que leurs contacts avec la société civile constituaient d'autres sujets de blocage.

De nombreux Cubains pensent qu'il ne faut pas encore parler de normalisation des relations diplomatiques pour la simple raison que les ambassades vont s'ouvrir. Ils s'attendent

plutôt à ce que Washington aille plus loin en procédant à la levée de son embargo qui est en vigueur depuis 1962. Pour prouver sa volonté de dialogue, Barack Obama a demandé au Congrès américain de voter la levée du blocus afin de permettre au pays de faire le commerce avec Cuba, mais les républicains qui sont majoritaires dans les deux chambres du Congrès ainsi que les candidats à la présidence américaine tels que Jeb Bush et Marco Rubio s'en opposent toujours. Ils avancent qu'à moins que les Cubains s'engagent à respecter les droits de l'Homme, sinon tout processus de rapprochement sera prématuré.

Aux Etats-Unis, la population réclame des indemnités pour des biens confisqués après la révolution cubaine, mais les Cubains souhaitent qu'une négociation parallèle soit menée sur les dommages causés à leur pays par l'embargo américain.

S'il reste encore beaucoup de choses à faire entre les deux parties, il faut noter que le rétablissement des relations di-

plomatiques facilitera à coup sûr le dialogue et les échanges en vue d'une véritable normalisation des relations. C'est pour cela aussi que Barack Obama se réjouit, mais aussi de ce qu'il fait pour tourner la page de la Guerre froide entre les Etats-Unis et Cuba, son ancien ennemi. « Voilà ce que c'est un changement », a déclaré mercredi le président américain qui se félicitait des résultats de sa nouvelle politique cubaine.

Les relations diplomatiques entre Washington et La Havane ont été rompues depuis 1961. Leur assouplissement intervenu depuis le 17 décembre dernier est le fruit d'un sérieux travail dont les tractations se faisaient souvent en coulisses. Ce rapprochement est notamment l'aboutissement de négociations secrètes qui s'étaient déroulées de juin 2013 à novembre 2014 au Canada. L'accord final a été conclu au Vatican et le pape François aurait joué un rôle-clé dans cette percée diplomatique après avoir lancé des appels personnels aux deux présidents.

Nestor N'Gampoula



AVIS DE RECRUTEMENT

POSTE : RESPONSABLE INFORMATIQUE

1) MISSIONS :

- S'assurer du bon fonctionnement du système d'information de la société.
- Veiller à la continuité de l'exploitation et des services à délivrer.
- Encadrer, assister et former les utilisateurs sur les outils informatiques.

2) LIENS HIERARCHIQUES :

- Supérieur : Directeur Général
- Subordonnés : Collaborateurs
- Relations fonctionnelles : Directeur des Opérations et de la Technologie du Groupe
- Relations extérieures : Support externe, Intégrateurs des solutions, Prestataires

3) ACTIVITES PRINCIPALES:

ACTIVITÉS TECHNIQUES

- Veiller au respect de l'application du plan informatique annuel pour sa filiale
- Suivre et participer aux projets de développement de logiciels métiers ou particuliers, par la rédaction de cahier des charges, des tests et séances de validation
- Assister et former les utilisateurs à l'utilisation des logiciels métiers, à la bureautique
- Veiller à la continuité de l'exploitation et des services à délivrer en interne, et aux intermédiaires partenaires
- Assurer le support technique en matière de dépannage matériel
- Administrer le réseau
- Déployer et Administrer la base de données MS-SQL, ORACLE

- Déployer ou faire déployer les solutions IT
- Relever et loguer les incidents sur SCSM (ou par mail) pour leur suivi et leur résolution en interne ou par NT
- Développer des logiciels spécifiques
- Assurer la maintenance de premier niveau des logiciels et matériel
- Suivre l'évolution de la résolution des incidents de deuxième niveau et relancer au besoin NT
- Veiller à la sécurité du SI

ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES / D'ORGANISATION

- Produire des rapports périodiques (mensuels) d'activités informatiques à sa hiérarchie et au DOT
- Rédiger les notes et modes opératoires
- Dresser le budget IT et Fournir des éléments relatifs au budget
- Faire des propositions de solutions
- Travailler dans le respect des bonnes pratiques de gestion des systèmes d'information et de Gouvernance (ITIL, COBIT)
- Respecter la discipline, les règlements et les procédures administratives

ACTIVITÉS D'ENCADREMENT / COMMUNICATION

- Assurer une bonne communication ascendante
- Tenir des réunions bilan
- Rédiger des rapports d'activités
- Aider à établir une cohésion de groupe

- Représenter la hiérarchie sur demande

4) PROFIL DE POSTE

SAVOIRS

- Gestion de projet
- Rédaction de rapport
- Déploiement et Administration de MS-SQL, ORACLE
- Très bonne connaissance des langages de développement (Visual Studio, etc.)
- Bonne connaissance des réseaux
- Certification Microsoft sera un avantage
- Connaissance de l'anglais serait un avantage

SAVOIRS FAIRE

- Mise en œuvre des projets
- Rédaction de Procédures et Modes opératoire
- Rédaction de rapport et solutions
- Présentation des rapports
- Déploiement et Administration de MS-SQL, ORACLE
- Déploiement des réseaux
- Développement et bases de données (Visual Studio, MS SQL, ORACLE, etc.)
- ITIL

QUALITÉS

- Disponible
- Organisé
- Rigoureux
- Travailleur
- Proactif et réactif

- Méthodique
- Persuasif
- Accessible

5) NIVEAU DE FORMATION ET/OU

CONNAISSANCES SOUHAITEES

NIVEAU DE FORMATION : INGENIEUR INFORMATICIEN (BAC+5)

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

- minimum 5 ans dans le domaine des SI et accessoirement société financière (développement, administration de bases de données, gestion des réseaux)

6) DOSSIER DE CANDIDATURE

- CV et lettre de motivation
- Copies de diplômes
- Attestation de travail et/ou tout autre document prouvant l'expérience.

7) DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature sont à adresser sous pli fermé à NSIA ASSURANCES avec la mention suivante « CANDIDATURE AU POSTE DE RESPONSABLE INFORMATIQUE » et déposés au siège de la société sis : 1, Avenue FOCH Angle de rue Sergent MALAMINE / Face Mairie Centrale de Brazzaville. Ou par E-mail à : nsiacongo@groupensia.com., au plus tard le Lundi 27 Juillet à 17H00.



7ème étage immeuble CNSS
 Centre-ville BP : 537 - Brazzaville,
 Tél : +242 06 913 81 45 | +242 06 636 28 38
 Email : iprc@iprc-training.org
 Site web : iprc-training.org/congo

Prix « International Quality Summit - IQS »



Mr. Souleymane KOUYATE, recevant le prix des mains du président de Business Initiative Direction (BID)



Mr. Souleymane KOUYATE lauréat du Prix International Quality Summit - IQS



Le Président de BID avec les membres de quelques sociétés lauréates

IPRC, Recompensé pour son leadership sur le marché de renforcement des capacités

IPRC a reçu le prix International Quality Awards, dans la catégorie OR, lors de la convention du Business Initiative Directions tenue du 24 au 25 mai 2015 à New York.

Ce prix est une reconnaissance internationale pour l'engagement de l'entreprise envers la Qualité, le Leadership, la Technologie et l'Innovation. Parmi plus de 150 entreprises venues du monde entier, IPRC était la seule entreprise retenue, pour représenter la République du Congo.

Son Directeur Général, Monsieur Souleymane KOUYATE a reçu le trophée des mains de Monsieur Jose E. PRIETO, Président de Business Initiative Directions (BID), au cours de la cérémonie organisée au centre de conventions du «Marriott Marquis Hotel» de New York.

Dans son allocution de remerciement, M. Souleymane KOUYATE, a dédié ce prix à la République du Congo, à tous les acteurs du développement, tant publics que privés et au personnel d'IPRC.



239^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DES ETATS-UNIS

Une occasion de rappeler la coopération bilatérale avec le Congo

« Le développement économique occupe une place de choix dans la coopération bilatérale. Les Etats-Unis et le Congo travaillent en partenariat pour avancer la sécurité régionale et la démocratie », a indiqué l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Mme Stéphanie Sullivan lors d'une réception offerte le 1^{er} juillet à l'occasion de la fête de l'indépendance de son pays.

La diplomate américaine s'est réjouie des progrès qu'a connus la coopération entre son pays et le Congo dans les domaines politique, économique, social, commercial etc. Elle a salué le Congo non seulement pour son engagement en Centrafrique dans le cadre de sa médiation, mais aussi et surtout pour sa détermination à lutter contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée et la lutte contre le braconnage.

« Les Etats-Unis reconnaissent aussi les sacrifices des éléments des Forces Armées Congolaises. Nous sommes fiers d'accompagner

le Congo, aux côtés d'autres partenaires, dans la formation et l'équipement des forces de maintien de la paix », a réitéré l'ambassadeur.

Dans le domaine de la formation et de la santé, la diplomate a indiqué que son pays a augmenté le nombre des jeunes leaders congolais bénéficiaires du programme « Mandela-Washington Fellowship » aux USA, une initiative pour les jeunes leaders africains, afin de renforcer leurs capacités.

Reconnaissant l'importance de la santé, elle a précisé que, « Les Etats-Unis collaborent avec le Gouverne-

ment Congolais dans la recherche et le renforcement des capacités pour la prévention des futures pandémies ».

S'agissant de la démocratie chèrement acquise dans le monde, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Afrique, elle a expliqué que dans son pays, « elle est bien installée, mais reste imparfaite ».

« Nous reconnaissons que la démocratie nécessite beaucoup de travail. Elle demande que les gens communiquent entre eux, prenant le temps d'écouter les uns et les autres. La démocratie exige un esprit de compromis pour le bénéfice de tous les citoyens », a indiqué la diplomate.

« Aux Etats-Unis, nous travaillons pour laisser une nation plus forte et plus juste à nos enfants et petits-enfants. Tout cela ne peut pas être possible sans le courage et la

sagesse des leaders qui ont tracé un chemin fortement basé sur l'égalité d'opportunités, la liberté d'expression, et l'alternance démocratique paisible. Les Etats-Unis vont toujours soutenir toutes ces valeurs universelles de la démocratie », a-t-elle ajouté.

Pour ce qui est des liens entre les Etats-Unis et l'Afrique, l'ambassadeur a rappelé les voyages du président Barack Obama au Kenya pour le sommet mondial de l'entrepreneuriat, et en Ethiopie où il aura des rencontres à l'Union africaine, « marquant l'importance du continent africain qui a une population et une économie les plus rapides au monde en croissance ».

La fête.....

Diverses personnalités ont été conviées à cette cérémonie notamment certains membres du gouver-

nement, les officiers des Forces armées congolaises, les leaders des partis politiques, les représentants des missions diplomatiques, consulaires et des organisations internationales, les membres de la société civile et d'autres invités de marque.

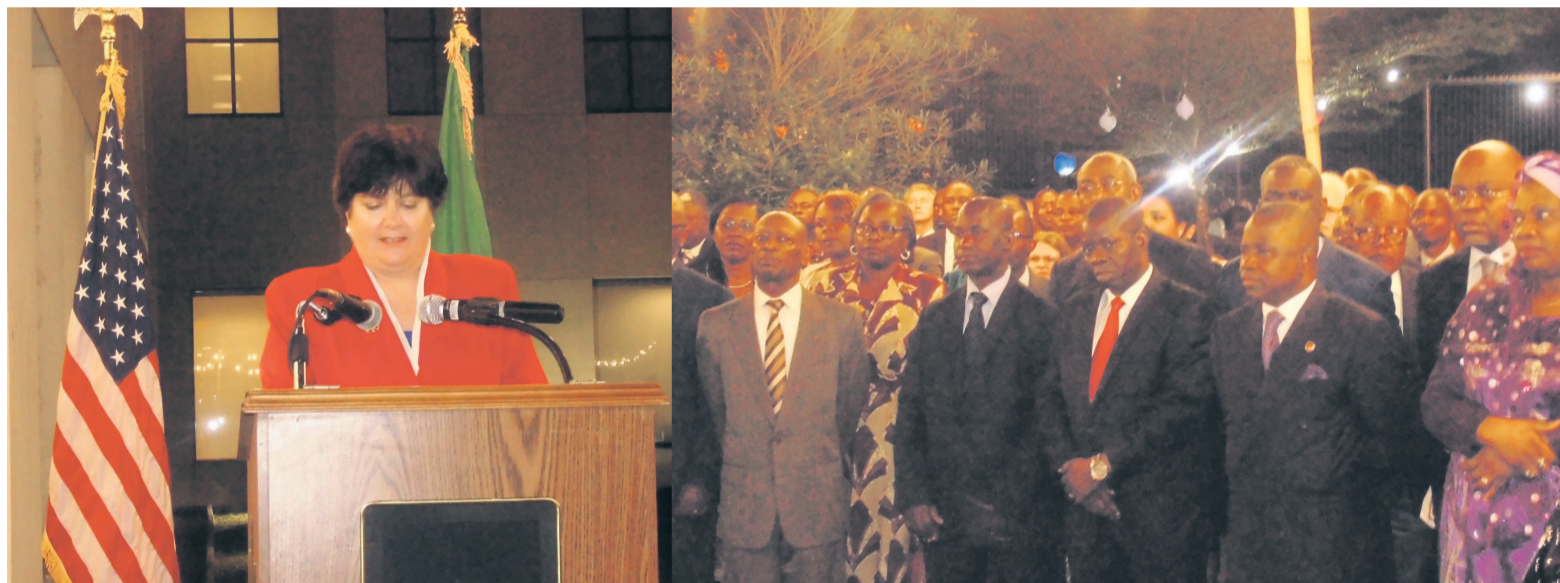
L'Ambassadeur Stéphanie Sullivan a partagé des moments très agréables avec eux sur fond d'une musique très américaine, (Swing, blues, Jazz, Afro-Jazz, Afro-beat) jouée par le groupe de Jazz, Luwawanu Brazza. Les hymnes nationaux des Etats-Unis d'Amérique et du Congo ont été interprétés par la chorale Living Water.

Cette année, la célébration du 239^e anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis a été placée sur le thème : « la nouvelle Orléans », ville jumelle de Pointe-Noire. Dans cette ville historique américaine, a expliqué l'ambassadeur, se trouve un espace baptisé « Espace Congo ou Congo Squar ».

Au 18^e siècle, Congo Square était un endroit sacré où les esclaves pouvaient s'exprimer librement et préserver leur histoire et leur culture.

« De nos jours, nous les héritiers rendons hommage à cet espace en gardant l'esprit des ancêtres dans cette ville unique. Le thème de la nouvelle Orléans nous rappelle que les actes que nous posons aujourd'hui contribuent à l'héritage qui sera écrit dans les pages de l'histoire », a conclu l'ambassadeur des Etats-Unis.

Yvette Reine Nzaba



L'ambassadeur Stéphanie Sullivan et les personnalités politiques présentes à la cérémonie

MET TOUT

PREFABS

Qualité et développement Durable !

Logements pratiques prêts à l'emploi

Bâtiments en acier léger galvanisé

Bâtiments à systèmes modulaires

Bâtiments en acier structurel

Cabines Mobilier urbain

Bâtiment préfabriqués

Bâtiments écologiques

Conteneurs de vie

Stations Services

Sanitaires

Hangars

Pointe-Noire Centre Ville - Avenue de Kimkambo (en diagonale de Servtec)

Tel : 06 9999 666 - 06 947 22 22

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE

CABINET

N° 10102/MID/DGP-CAB

REPUBLIQUE DU CONGO Unité*Travail*Progrès

Brazzaville le 02 Juillet 2015

COMMUNIQUE DE PRESSE

La radio de l'église catholique, très connue sous le nom de radio maria, fait passer, de façon régulière à Pointe-Noire, un communiqué sur l'opération Mbata ya bakolo. Le communiqué a été initié par une organisation de défense des droits de l'homme dénommée Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme, en sigle RPDH.

Le communiqué demande à tous ceux qui ont été ou qui sont interpellés pendant l'opération Mbata ya bakolo et qui ont été libérés moyennant une somme d'argent et, particulièrement les sujets RDC, de se faire inscrire auprès de cette organisation.

Cette démarche aurait tout son sens si elle a été menée en association avec la hiérarchie policière de notre pays; puisqu'en apparence, elle aiderait cette dernière à identifier les policiers véreux; son souhait serait plutôt de voir cette organisation adresser une copie de cette prétendue liste à la hiérarchie de la police qui serait très à l'aise, d'autant plus que le respect des règles de comportement dans cette opéra-

tion a toujours fait l'objet d'une rigoureuse attention.

Toute autre démarche relèverait de la calomnie ou d'une tentative éhontée d'annihiler les effets positifs de cette opération qui a été saluée par l'ensemble du peuple congolais; plus, à Pointe-noire les représentants des corps diplomatiques ont félicité la Direction Générale de la Police dans l'exécution de cette opération

La Direction Générale de la Police, qui insiste sur le bien-fondé de cette opération, ne saurait tolérer toute forme de dérives dans le cadre de l'exécution de cette opération. Toutes les personnes en règle dans notre pays peuvent et doivent circuler librement sur toute l'étendue du territoire national. Toute manœuvre ayant consisté à monnayer la libération des immigrés clandestins retenus pour être rapatriés sera sanctionnée avec fermeté et rigueur, si elle est avérée.

**Pour la Direction Générale de la Police,
Le Porte-parole**

CONGOLAISE INDUSTRIELLE DES BOIS



*An 0/am Comoanv

La congolaise Industrielle des bois en sigle CIB, est une société forestière ayant pour activités principales l'exploitation, la transformation et l'exportation de Bois. Elle fabrique et vend, par ailleurs, des meubles de tous genres, des maisons en bois et les produits bois nécessaires pour la décoration intérieure et extérieure des maisons.

À ce titre, sa Direction Générale informe: son aimable clientèle, ses partenaires commerciaux, ses partenaires techniques et ses partenaires institutionnels, que depuis un certain temps, la CIB est victime d'usurpation de son identité, par un groupe d'individus malveillants, qui escroquent le monde en prétextant acheter les produits de traitement de bois transformés par la CIB.

La Direction Générale de la CIB vous rappelle que la Congolaise Industrielle des Bois est régie par des procédures internes d'achats et de commercialisations de ses différents produits. Son réseau de fournisseur local connaît aussi bien ses procédures que les agents CIB mandatés pour procéder aux achats.

La Direction Générale de la CIB sollicite, de ce fait, votre vigilance et met à votre disposition les numéros de téléphone ci-contre, pour toute vérification d'identité.

- Service Juridique : 06 900 12 70
- Service achat : 06 90014 18
- Service commercial: 06 900 15 50

Brazzaville, le 25 juin 2015

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour diffusion immédiate



NÉCROLOGIE

La famille Ndombele à la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, la disparition de Clémentine Amelia Ndonga (Mâ Ndonga) décès survenu le 23 juin 2015 à l'hôpital militaire Pierre Mobengo.

La veillée mortuaire se tient au n°6, rue Haoussa à Poto-Poto-Brazzaville (quartier sénégalais, avenue des Beaux parents).

L'inhumation aura lieu, le vendredi 3 juin 2015.



François Loemba, docteur Taty - Pambou Florent, Mme Tchiloumbou Cécile, onseur Mavoungou Michel et la veuve Makosso et les enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, époux, père et grand-père l'Adjudant-chef à la retraite Jean-Paul Makosso survenu le dimanche 28 juin 2015 à l'hôpital général Adolphe Cissé.

La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt sis au n° 42 Rue Bas-Kouilou, non loin du stade municipal de Pointe noire.

L'inhumation aura lieu ce samedi 04 juillet 2015 selon le programme ci-après :

9h : Levée du corps à la morgue municipale de Pointe-Noire

10h : Recueillement au domicile du défunt

14h : Départ pour le cimetière familial de Toupou (Tchissanga)

16h : Retour et fin de la cérémonie



IN MEMORIAM



2 juillet 2013 - 2 juillet 2015, cela fait deux ans que disparaissent : Mme Youdi Dianzinga Angélique et son fils Maixent Karl Nkounkou Youdi. La famille Youdi, Fernand, Aurélie, Udith Flore ne cessons de remercier sincèrement les parents, amis et connaissances qui les ont soutenus lors de la douloureuse épreuve.

Merci pour tout et une pensée profonde pour les êtres chers qui nous ont quittés.

SPECTACLE

Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, tous les dimanches à partir de 15h00 au bar Terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji, Talangai, 2° sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin

entrée: consommation 1500f

Cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe



ÉDUCATION

Deux Marelles Alphabet Africa installées en France

L'inauguration de ces deux Marelles a eu lieu le 29 juin à Montpellier, à l'école Alphonse Daudet et Marie Curie, en présence de l'adjointe au maire de cette ville, Isabelle Marsala, des responsables des deux établissements scolaires, des enseignants, des parents d'élèves et des élèves.

La Marelle Alphabet Africa a été créée dans le but de favoriser l'éducation informelle auprès du peuple africain et de contribuer au développement du continent. Elle a pour objectif de mémoriser les vingt-six lettres de l'alphabet.

C'est un matériel éducatif ludique conçu pour apprendre en s'amusant, chez soi ou à l'école. La Marelle est née en 2013 au Congo grâce au soutien de monsieur Jean Paul Pigasse et des Dépêches de Brazzaville.

Jean Paul Wabotaï est le promoteur de ce projet et président de l'association « Enfants du Congo- Enfants du monde ». L'objectif visé à travers cette idée est d'accompagner la politique du chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Gusso qui a décrété les années 2013- 2014 « Années de l'éducation pour tous ». « La Marelle Alphabet Africa est un outil pédagogique très complet pour l'apprentissage



Les enfants jouant à la marelle alphabet africa

de l'alphabet. Nous devrions l'installer dans les jardins et dans les écoles de notre région », a déclaré l'adjointe au maire de Montpellier, Isabelle Marsala présente à l'inauguration.

Pour Marie-France Paulin, responsable de la direction de l'Education et de la Communication, la Marelle Alphabet Africa est « le plus beau cadeau dans l'histoire de l'éducation de base, informelle et ludique ».

Le directeur de l'école Marie Curie, monsieur Lopez a, pour sa part déclaré : « Merci de nous avoir offert ce jeu ludique et intelligent. Il va au-delà de l'apprentissage

de l'alphabet et rapproche les enfants aussi bien que les peuples du monde. Tout ce que nous attendions de l'éducation, vous avez réussi à le mettre en place à travers cette Marelle Alphabet Africa que moi je nomme, la Marelle voyageuse. C'est un supplément d'âme dans l'enseignement ».

Les autres responsables des deux écoles, les enseignants et parents d'élèves ont exprimé leur joie d'avoir réussi à implanter ce jeu « unique au monde » dans leurs écoles. Rappelons qu'en janvier dernier, l'Unicef a désigné la Marelle Alphabet Africa, comme projet innovant du XXI siècle.

Yvette Reine Nzaba

QUARTS DE FINALE DE LA COUPE DU CONGO

AS Cheminots fait du sabotage

Malgré leur disqualification pour irrégularités, les joueurs du club de Pointe-Noire se sont retrouvés sur l'aire de jeu du stade de Kinkala pour contester la décision de la Fédération congolaise de football alors que le match Inter club-FC Kondzo se jouait déjà. Les échauffourées s'en sont suivies. Finalement les rencontres prévues ont été annulées. Retour sur les faits.

La tension était prévisible au stade de Kinkala, des heures avant le coup d'envoi des deux rencontres prévues pour la manche aller des quarts de finale de la Coupe du Congo. AS Cheminots de Pointe-Noire et Saint Michel de Ouenzé (SMO), disqualifiés, étaient pourtant les premiers à faire le déplacement du chef-lieu du département du Pool, bien avant les officiels techniques, les policiers commis à la sécurité, le public sportif... Une manière de laisser transparaître leur intention de faire échouer les matchs devant opposer Inter Club au FC Kondzo et Diabes noirs à l'AS

Tsiemba. Puisqu'inter club et AS Tsiemba ont été repêchés respectivement à la place des Cheminots et de SMO.

Les Forces de l'ordre ont bien empêché les joueurs des deux formations d'accéder au stade. Le premier match Inter club-FC Kondzo a alors débuté mais pas pour longtemps. Dix minutes plus tard, les joueurs de l'AS Cheminots sont parvenus à fouler l'aire de jeu après avoir échangé des coups de pierres et de matraques avec les policiers dont l'un a d'ailleurs été blessé. S'érigeant en corps étrangers sur la pelouse, les Cheminots ont contraint l'arbitre à arrêter la rencontre. « Nous ne pouvons pas accepter que ce match se joue », s'écriaient les joueurs de cette formation de la ville océane. Ils n'ont en effet pas apprécié le fait que la Fecofoot ait annoncé leur disqualification 24 heures avant le coup d'envoi du match alors que les dépenses pour la préparation du match et le déplacement de Pointe-Noire-Brazzaville et Brazzaville

Kinkala, étaient déjà engagées. L'incompréhension a gagné les esprits de part en part. Personne ne pouvait écouter personne. Le préfet du département du Pool, Jean Michel Sangha, saisi de la, situation a ordonné aux responsables de la Fecofoot d'arrêter les matchs prévus pour éviter le pire. Les joueurs de l'AS Cheminots et de SMO ont quitté le terrain avec le sentiment d'une mission accomplie alors que les supporters de Diabes noirs venus de Brazzaville en masse étaient presque inconsolables du fait de l'annulation de ces matchs. Les quarts de finale retour, rappelons-le, étaient fixés au 5 juillet. Avec cette situation, cette étape de la compétition devient finalement une équation à plusieurs inconnus que la Fecofoot doit vite équilibrer. Car, le temps qui passe nous rapproche davantage des festivités du 15 août dont la finale de la Coupe du Congo est l'un des points d'orgue.

Rominique Nerplat Makaya

ENVIRONNEMENT

Un plaidoyer de la RDC pour la sauvegarde du Parc national des Virunga

L'action a été menée à Bonn, en Allemagne, au cours de la quatrième journée de la 39e session du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco.

À cette occasion, une vingtaine d'organisations de la société civile du Nord-Kivu ont exhorté, le 1er juillet, les participants à sauvegarder le Parc national des Virunga (PNVi), qui vient de passer plus de vingt ans sur la liste rouge, celle des patrimoines mondiaux en péril. Dans cette optique, un appel est également lancé vers la RDC, qui devra être en première ligne de la protection de cette aire. Le rapporteur général adjoint de la société civile du Nord-Kivu, Etienne Muhindo, cité par radiookapi.net, qui a réaffirmé son rejet du projet d'exploitation pétrolière dans le PNVi, a notamment appelé Kinshasa au respect des lois relatives à la protection de l'environnement. « Nos lois doivent se conformer à la logique des conventions que la RDC a ratifiées. La société civile va exhorter les autres participants à la session de Bonn de demander au gouvernement de la RDC de respecter ses engagements pris en matière de préservation et de protection de l'environnement. Et aussi de maintenir le PNVi sur la liste du patrimoine



Une action pour la sauvegarde du Parc national de Virunga.

mondial », a-t-il souligné. Il est prévu, dans le programme de cette session de onze jours, l'examen des rapports sur l'état de conservation des sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. L'objectif, pour les délégués au niveau ministériel, venus du monde entier, est soit de les maintenir, soit de les déclasser lorsqu'ils ne sont pas correctement gérés. Pour la société civile congolaise, les autorités devraient définitivement renoncer à toute tentative de modification des limites actuelles de cette aire protégée et à annuler tous les permis superposant ses limites actuelles. « Nous avons proposé à notre pays, la RDC, de retirer le permis accordé à Soco, qui avait l'intention d'exploiter le pé-

trole dans le Parc national des Virunga. Nous avons insisté que ce n'était pas pour rien que les partenaires s'intéressaient à ce parc en construisant des barrages à Beni et à Rutshuru notamment », a souligné Etienne Muhindo.

Il est noté qu'en RDC et partout à travers le monde et sur plusieurs fronts, plusieurs actions sont menées par des ONG nationales et internationales dont le Fonds mondial pour la nature, pour la sauvegarde de cette aire protégée. Ces actions se sont notamment accrues avec la menace de l'exploitation pétrolière qui pèse sur ce vieux parc, inscrit dans le patrimoine mondial de l'Unesco.

Lucien Dianzenza

MINES

Des gisements inexplorés au Kongo Central

La prochaine édition IPAD RDC 2015 prévue du 15 au 16 octobre à Kinshasa promet des révélations avec l'annonce d'une séance spéciale dédiée aux opportunités d'exploration dans cette province réputée pour ses quarante km de façade maritime, ses ports, son pétrole et le barrage d'Inga plutôt que pour ses mines. L'ex-Bas-Congo détiendrait une centaine de carrés miniers inutilisés.

carrés miniers mais seulement 181 sont utilisés. L'on estime que plus de 25 tonnes de malachites ont été stockées au cours de ces dernières années. A cela, il faut ajouter le potentiel hydraulique très développé. Autre atout, le Kongo Central, la plus petite province du pays avec 55000 km², dispose des plus importantes infrastructures à l'échelle nationale avec 4372 km de réseau routier, une ligne ferroviaire et les 3 ports maritimes

Aussi cette nouvelle prouve-t-elle les formidables opportunités d'affaires qu'offre le Kongo Central, en dehors des activités économiques traditionnelles. Pour les organisateurs de ce grand forum, les participants, généralement les investisseurs et opérateurs miniers, pourront entrer directement en contact avec les partenaires et le ministère provincial des Mines pour faire le point sur les ressources disponibles.

Sur ce point précis, l'on fait état de la présence confirmée de cuivre, de bauxite, de la phosphate, du zinc, du plomb et de l'étain. La plupart des ressources de cuivre sont signalés à Mbamba Kilende (territoire de Madimba) et Senge Nkusu. Au cours de la séance très attendue sur les mines de l'ex-Bas-Congo, il y aura également des détails sur les données géologiques actuelles et un compte-rendu complet des investisseurs déjà présents. Les échanges permettront d'envisager les meilleures stratégies de maximisation de l'exploitation de minerais et métaux industriels.

Laurent Essolomwa



Province du Kongo Central

Les données en notre possession indiquent que le Kongo Central compte exactement 321

du pays. En somme, elle a la capacité d'assurer efficacement le transport de minerais.

CONCOURS THE BEST OF THE BEST

Des albinos soutiennent Christian Muyoli

Encadrés par la Fondation Mwimba Texas et son président, le catcheur albinos Alphonse Makiese Mwimba Texas, ils se sont rendus à la cité de la radio télévision nationale congolaise, lieu de prestation, en vue d'encourager leur pair albinos.

Une trentaine d'albinos, membres de la Fondation Mwimba Texas (FMT), avec à sa tête, le président de cette ONG, le catcheur albinos Mwimba Texas, s'est rendue, l'avant dernier vendredi du mois de juin, au studio Maman Angebi, à la cité de la RTNC, en vue d'encourager le jeune talent Christian Muyoli, l'albinos qui participe au concours de musique The best of the best, organisé par la société de télécommunication Vodacom. « Nous sommes venus à sa rescousse, pour le soutenir moralement », a expliqué Mwimba Makiese Texas. Pour le président de la FMT, qui a expliqué le sens de cette action, cette présence des albinos et de la FMT au studio Maman Angebi rentre dans le cadre des missions que s'est données cette ASBL, de protéger, défendre, encadrer et assister les albinos et autres vulnérables. « Notre présence au studio Maman Angebi où se passe en



Le jeune talent Christian Muyoli, lors d'une de ses prestations

live ce concours, est un réconfort pour Christian Muyoli, qui a été retenu parmi les neufs candidats restés en lice, pour sa prestation », a soutenu Mwimba Texas. Ce groupe d'albinos conduits par la FMT a atteint, a-t-il souligné, son but, car cela s'est constaté par la prestation de ce candidat, à la vue de ses pairs albinos dans la salle. Content de la prestation de Christian Muyoli, Mwimba Texas a émis le vœu de le voir poursuivre la course jusqu'au bout, pour la remporter.

Intégration totale des albinos dans la société

Pour Alphonse Makiese Mwimba Texas, son souci est de voir les albinos émerger au sein de la société. « Nous voulons que dans la société congolaise, qu'il y ait des albinos qui ont gravi des étapes. Nous voulons qu'il y ait en RDC, des albinos médecins, pilotes, ministres (à l'instar du ministre Thierry Mounkala, au Congo-Brazzaville), députés, sénateurs, mandataires publics, musiciens de renom (à l'instar de Salif Keita au Mali), pasteurs, catcheurs faisant du catch classique et non magico-fétichiste, professeurs d'université, fonctionnaires internationaux, etc. C'est par là que se fera réellement l'intégration des albinos », a appuyé Mwimba Makiese Texas.

Expliquant le sens des missions que s'est assignées son ASBL, la FMT, Alphonse Makiese Mwimba fait observer que ce défi requiert d'énormes moyens. Dans cette optique, la FMT organise régulièrement des journées de sensibilisation pour la population et les albinos. La dernière en date est celle organisée le 13 juin dans la salle du Jardin botanique de Kinshasa, dans le cadre de la Journée mondiale dédiée par les Nations unies aux albinos, au cours de laquelle, la FMT a reçu des délégations venues des provinces du Bandundu et du Kongo central. A l'issue de ces journées, la FMT distribue des kits comprenant des produits pharmaceutiques, la vaseline, les chapeaux, des paires de lunettes, des savons de toilette, etc. aux albinos présents ainsi qu'à d'autres personnes vulnérables.

Pour toutes ces organisations, cette ASBL s'appuie sur les primes des combats de catches auxquels participe son président, Mwimba Texas. Mais, depuis un certain temps, certains partenaires soutiennent également les réalisations de cette ONG. Il s'agit notamment de la Fondation Gertler, de Vitmilk ainsi que d'autres personnalités parmi lesquelles, le Premier ministre Matata Ponyo, la déléguée du Centre Wallonie Bruxelles, etc. Le président de la FMT continue à lancer des appels afin que d'autres personnes ou institutions emboîtent les pas aux précités en vue de soutenir les actions de cette fondation, pour le bien-être des albinos.

L.D.

FOOTBALL

Marché de transferts prometteur pour les Congolais de souche

Les internationaux congolais et les jeunes binationaux de souche rd-congolaise ne sont pas en reste dans les sollicitations au cours de ce mercato d'été. Est-ce à la suite de la troisième place obtenue à la 20e édition de la Coupe d'Afrique des nations en Guinée Equatoriale ? En tout cas, non seulement des binationaux se sont ouverts à la sélection congolaise après la CAN, mais en plus les footballeurs congolais pourraient ne pas chômer sur le marché des transferts.



Firmin Mubele entouré des officiels d'Al Ahli au Qatar, Abel Tamata signe à Groningen, Mongongu intéresse Lens, Lorient et Bursaspor

D'emblée, notons le départ de l'attaquant Firmin Mubele Ndombe de l'AS V.Club vers Al Ahli Doha au Qatar. L'on souffle que le transfert vaudrait un montant entre 800 mille et un million deux cent mille dollars américains. Mais aucune confirmation n'est faite sur le montant qui semble être un sujet tabou au sein de l'AS V.Club. Le meilleur joueur africain évoluant sur le continent en 2014 va retrouver à Al Ahli deux compatriotes, les anciens internationaux Patou Kabangu Mulota et Alain Kaluyitukadioko, meilleur buteur du Qatar en 2014 et en 2015. Sans clubs depuis la fin de son contrat avec le PSV Eindhoven, le défenseur Abel Tamata, néo inter-

national congolais, vient de signer au FC Groningen au Pays-Bas. Abel Tamata a participé au stade des Léopards de la RDC à Dubaï en mars dernier, regroupement assorti de la double confrontation perdue contre l'Irak. Quant au jeune attaquant Elias Katchunga (23 ans), il ne descend en D2 allemand avec Paderborn. Il reste donc en Bundesliga puisqu'il vient de s'engager jusqu'en 2019 avec la formation d'Ingolstadt, club promu à l'élite du football germanique. Elias Katchunga a été international allemand des moins de 21 ans et semble encore réfléchir sur la possibilité d'opter pour

les Léopards de la RDC. Le milieu organisateur Jacques Maghoma vient pour sa part de signer à Birmingham City (en D2 anglaise), en provenance d'un autre club de D2, Sheffield Wenesday. Jacques Maghoma a pris part au stade des Léopards à Dubaï en mars 2015. Et l'attaquant Jody Lukoki, également présent à Dubaï et même au dernier regroupement des Léopards de la RDC en juin dernier à Mons en Belgique, va évoluer au sein de la formation de Ludogorets Razgrad au championnat de Bulgarie. Il jouait la saison dernière à PEC Zwolle aux Pays-Bas. Le milieu offensif Paul-José

Mpoku, autre binational présent au stage de l'équipe nationale de la RDC à Dubaï, va quitter Cagliari descendu en série B italienne. L'ancien capitaine des équipes des jeunes de la Belgique et sur le point de jouer pour la RDC, pourrait être prêté à Genoa, apprend-on d'un média transalpin, la Gazzetta. Pour sa part, le défenseur axial congolais Cédric Mongongu (26 ans) ne suivra pas Evian Thonon Gaillard en L2 Française. Même si le joueur formé à Monaco intéresse le RC Lens relégué en L2 comme Evian, il est aussi pisté par Lorient et aussi le club turc de Bursaspor où a évolué la saison passée un autre congolais de souche, Cédric Bakambu. Et ce dernier serait sur les tablettes de la Lazio de Roma en Italie. Un autre congolais de souche d'Evian Thonon-Gaillard, Clark Nsikulu, auteur de cinq buts au cours de la saison 2014-2015, pourrait voir son avenir continuer en Angleterre. Trois clubs de la Premier League, Aston Villa, West Bromwich Albion (désormais ancien club du capitaine des Léopards Youssouf Mulumbu) et Bournemouth, club nouvellement promu en Premier League et champion de la D2 anglaise,

s'intéressent tous à son profil. Un club grec et trois en France dont Angers en L2 se seraient aussi renseignés sur Nsikulu. L'on apprend par ailleurs que l'attaquant Dieumerici Mbokani n'a pas encore signé à Norwich (nouveau club de Youssouf Mulumbu) comme nous l'avions annoncé il y a quelques jours. Le club anglais nouvellement promu en Premier League aurait formulé, de manière non formelle, une offre de 5,5 millions de livres sterling. Mais Dynamo Kiev n'aurait pas encore donné son accord pour le départ de l'ancien attaquant d'Anderlecht. Aux dernières nouvelles, il n'y aurait rien d'officiel sur un éventuel départ de Mbokani. Le Congolais est encore à Dynamo Kiev. Signalons-le, le Français de souche congolaise Gaël Kakuta (qui hésite encore à jouer pour la RDC chez les A) a quitté Rayo Vallecano pour le FC Séville en Liga Espagnol, tandis qu'Arthur Masuaku, un autre français d'origine de la RDC a attiré l'intérêt de l'AS Roma et de l'Inter de Milan, malgré la prolongation de son contrat avec Olympiakos de Pirée en Grèce.

Martin Engimo



Les employeurs chargés de développer les talents en Afrique

30 juin 2015 : À l'heure où de nombreuses entreprises mondiales se développent ou souhaitent se développer en Afrique, la disponibilité et la rétention des talents se présentent comme l'un des principaux obstacles à la croissance et au développement sur le continent. Selon Lebo Tseladimitlwa, vice-présidente des ressources humaines chez DHL Express Afrique subsaharienne, le talent est perçu comme l'un des principaux défis que doivent relever les dirigeants d'entreprises dans la région. En effet, 83 % 1 des PDG africains avouent leur inquiétude concernant la disponibilité de compétences essentielles sur le continent.

Tseladimitlwa ajoute que, outre cette statistique, le rapport Africa Business Agenda 1 de PwC révèle également que la plupart des PDG s'attendent à une augmentation et à une stabilisation du nombre d'employés au cours de l'année prochaine. « Dans un milieu de travail africain concurrentiel, ces statistiques indiquent qu'il est essentiel d'attirer et de développer les bonnes compétences. »

Tseladimitlwa ajoute qu'il est également important d'adopter un style de leadership qui saura soutenir et encourager les compétences et les talents nécessaires à la croissance. « En substance, en termes de compétences, le principal enjeu ne sera plus le talent, mais la capacité et la responsabilité des dirigeants concernant l'enseignement et le développement de ces compétences. »

Par ailleurs, observe-t-elle, un rapport d'EY2 a récemment indiqué que si les responsables africains sont perçus comme performants dans les activités opérationnelles quotidiennes, ils sont considérés comme moins capables lorsqu'il s'agit de gérer du personnel, notamment en termes de rétention, de productivité et d'engagement.

« Globalement, d'après les chiffres, seulement une entreprise sur cinq propose des forma-

tions supplémentaires au personnel existant, ce qui prouve que les employeurs ne font pas assez pour résoudre le problème de la pénurie de talents. En Afrique, ces efforts sont bien inférieurs à ceux du reste du monde. Par conséquent, la nécessité de mettre en place des programmes n'en est que plus forte. »

« La motivation des employés est un élément du pilier FOCUS de notre stratégie mondiale, qui nous permet de proposer des services de grande qualité, qui à leur tour fidélisent les clients et nous permettent de disposer d'un réseau rentable. Les programmes d'engagement des employés sont cruciaux pour le succès de notre entreprise. Conscients de la nécessité d'instaurer une culture d'entreprise commune aux 220 pays et territoires dans lesquels nous opérons, nous avons créé le programme de formation Certified International Specialist (CIS) (spécialistes internationaux certifiés) destiné à l'ensemble des 3 500 employés de DHL Express Afrique subsaharienne. Du PDG au coursier, chaque employé de chaque pays a suivi ce programme de formation, dont l'objectif est de consolider nos compétences clés en tant qu'organisation. Cette formation a joué un rôle décisif dans notre capacité à fidéliser nos effectifs et à assurer le développement à l'échelle internationale. Certified International Manager (CIM) (responsables internationaux certifiés) est une extension de CIS. Son objectif est de faire en sorte que nous disposions de dirigeants présentant un bon équilibre Q.I.-Q.E. pour diriger la main-d'œuvre de demain. Chaque module vise différents comportements et pratiques de leadership. Par exemple, CIM 1 porte sur les comportements axés sur le respect et sur la manière d'obtenir des résultats sans nuire au respect. »

« Outre nos programmes de reconnaissance des employés, nous disposons également d'un programme de développement interne nommé Made In Africa, qui établit une liste



Lebo Tseladimitlwa

de futurs leaders pouvant accéder aux positions du conseil d'administration pour l'Afrique, aux positions de responsables de pays et aux rôles fonctionnels senior. Ce programme réduit la dépendance historique vis-à-vis du recours aux expatriés et améliore les compétences du vivier de talents. »

« Nous avons la chance d'être l'entreprise la plus internationale au monde, ce qui nous permet d'offrir à nos employés les meilleures opportunités d'apprentissage et de développement. La diversité de notre réseau, qui s'étend sur 220 pays et territoires, constitue une plateforme parfaite grâce à laquelle les employés peuvent apprendre et partager leurs expériences dans différents marchés. La valeur de l'apprentissage transfrontalier et en cours d'emploi est immense », déclare Tseladimitlwa.

Selon Tseladimitlwa, en Afrique, les employeurs ont besoin de promouvoir une culture continue de l'apprentissage et du développement et d'encourager les employés à prendre leur destin en main. « Plus la compétition en termes de talents humains s'intensifiera sur le continent, plus les entreprises

devront travailler dur sur leurs stratégies de gestion des talents. »

Contact médias :

Megan Collinicos

Responsable Publicité et relations publiques, Afrique subsaharienne

DHL Express

Tél. : +27 21 409 3613 ; tél. portable : +27 76 411 8570 / megan.collinicos@dhl.com

DHL – Le Groupe de Transport et Logistique Mondial

DHL est la première marque mondiale du secteur de la logistique. Le groupe de divisions de DHL offre un portefeuille inégalé de services logistiques, qu'il s'agisse de la livraison de paquets nationaux et internationaux, de courrier express international, du transport routier, aérien et maritime ou de la gestion de la chaîne d'approvisionnement industriel. Avec plus de 325 000 employés répartis dans plus de 220 pays et territoires à travers le monde, il met en contact les personnes et les entreprises, de manière sûre et fiable, permettant des flux commerciaux mondiaux. Avec des solutions spécialisées pour les marchés et les secteurs en croissance, dont le commerce électronique, la technologie, les sciences de la vie et les soins de santé, l'énergie, l'automobile et la vente au détail, ainsi que par son engagement prouvé en faveur de la responsabilité sociale de l'entreprise et par une présence inégalée sur les marchés en développement, DHL se positionne de manière résolue en tant que « Le groupe de transport et logistique mondial ».

DHL fait partie du groupe Deutsche Post DHL. En 2014, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 56 milliards d'euros.

Pour tout complément d'information : www.dpdhl.com

Catalogue d'images disponibles : http://www.dpdhl.com/en/media_relations/media_library.html

Bienvenu Hondolo : « Le Dialogue est une chance pour la jeunesse congolaise »

Le coordonnateur national de la plate-forme Horizon 2025, Bienvenu Hondolo, a accordé une interview aux Dépêches de Brazzaville. Il réagit essentiellement au message du président de la République qui a annoncé la tenue du dialogue du 11 au 15 juillet prochain.

« Ce dialogue pourra susciter les acteurs de la jeunesse des partis politiques, de la société civile, les leaders d'opinion, les chefs traditionnels et confessions religieuses et autres afin de faire un bilan ou une rétrospective des résolutions pour que les erreurs du passé ne se reproduisent plus. Il s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'unité nationale entre les fils et filles du Congo au détriment des antivaleurs. Cette jeunesse congolaise est tributaire et dépositaire de l'avenir de la nation et ce dialogue constitue une chance pour les jeunes. Il est pour ces derniers, un événement décisif majeur pour l'éveil de la conscience individuelle et collective », a-t-il déclaré.



Bienvenu Hondolo

Il invite ainsi la jeunesse congolaise, réunie autour de la plate-forme Horizon 2025, à suivre les travaux de ce dialogue avec une attention particulière.

La plate-forme Horizon 2025 est une initiative des jeunes du Congo, créée en janvier 2015 et basée à Pointe-Noire. Elle préconise le rassemblement de tous les jeunes congolais sans distinction ethnique, politique, religieuse afin d'œuvrer pour la paix et l'unité nationale.

S.I.

PCT

Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou appelle à l'unité des militants de Mvouti

Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, membre du Bureau politique du Parti congolais du travail a entretenu le 28 juin à Bilala dans le district de Mvouti (département du Kouilou) les cadres et militants de ce parti autour des vertus de paix et de cohésion à cultiver au sein du parti. À ses côtés, se trouvait Raymond Bongo-Mavoungou, président départemental du Pct au Kouilou.



Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou à Bilala / crédit photo «Adiac»

gain facile. Ces cadres du parti, ont-ils regretté bénéficient malheureusement des largesses de la direction politique nationale puisqu'aucune sanction n'est prononcée jusqu'alors contre eux.

Faisant le point de la rencontre, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a reconnu que « ce que les militants ont dit est vrai. Certains responsables du parti ne se comportent pas en cadres et animateurs du parti dignes. Ils font des choses qui vont à l'encontre des statuts du PCT. Certes, les propos tenus par les militants sont très acerbes mais nous leur avons réitéré ce qui est essentiel: Tous devons être derrière le PCT. On doit œuvrer pour le changement de la Constitution et le respect des statuts du Parti. Nous devons donc à tout moment organiser des rencontres de ce genre pour créer la cohésion mais dans la discipline, car nous ne pouvons pas aller en rangs dispersés aux futures échéances électorales ».

La rencontre de Mvouti ouvre une série de descentes qui vont s'effectuer dans les cinq autres districts du Kouilou dans les prochains jours.

Hervé Brice Mampouya

Les responsables de la police rencontrent les autorités locales

Le directeur départemental de la police à Pointe-Noire et au Kouilou, Gaëtan Victor Oborabassi, a réuni le jeudi 2 juillet au siège du cinquième arrondissement, Mongo-Mpoukou, les responsables de la police de Pointe-Noire et du Kouilou, le maire de cet arrondissement, Zéphirin Nguié, et les différents chefs de quartier dudit arrondissement.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de renforcement de la police de proximité d'une part et la lutte contre le grand banditisme dans les quartiers de Mongo-Mpoukou d'autre part. S'exprimant à l'occasion de cette rencontre, Gaëtan Victor Oborabassi a rappelé que la sécurité publique est l'affaire de tout le monde et qu'aucune police au monde ne peut être efficace sans l'information. « Le maintien de l'ordre public constitue une mission pour la police et il est une responsabilité pour les chefs des quartiers. Le décret 2010/792 du 31 décembre 2010 relatif à l'administration du quartier et du village stipule à son article 22, que sous la tutelle du chef de la circonscription territoriale, le chef de quartier ou le chef du village est chargé entre autre du maintien de l'ordre public, de la sécurité, de la tranquillité et d'informer le chef de la circonscription territoriale dont-il dépend de tous les faits susceptibles de troubler l'ordre public », a-t-il indiqué.



Tribune officielle

Parlant de l'opération de police «Mbat ya bakolo» lancée récemment à Pointe-Noire pour arrêter l'immigration clandestine et le grand banditisme, il a mis en garde les chefs de quartiers de cet arrondissement qui seraient tentés de garder ou de ne pas dénoncer à la police, les présumés bandits et tous les étrangers en situation irrégulière dans leurs circonscriptions respectives.

Jérôme Ikama, Gabriel Ngoma et Noëlle Tchicaya respectivement chefs des quartiers 512, 504, et 507 ont déploré l'insuffisance des effectifs des policiers dans les quartiers et celui des moyens roulants en vue de mieux lutter contre l'insécurité dans ces quartiers et permettre la mobilité des agents de police. Ces faiblesses, selon eux, sont à l'origine des cas d'insécurité dont sont vic-

times les habitants de ces quartiers notamment les vols, les cambriolages, les agressions physiques des personnes et autres.

Pour répondre à l'une des doléances des responsables de ces quartiers, la direction départementale de police a doté le poste de police de Mongo-Mpoukou d'un véhicule 4x4 pour une période déterminée. Selon les services de police de la ville océane, depuis le début de ce trimestre, la police a déjà enregistré une dizaine de cambriolages dont sept effectués dans le cinquième arrondissement, Mongo-Mpoukou. Les numéros des téléphones des autorités de police de Pointe-Noire et du Kouilou ont été communiqués aux participants pour dénoncer tout éventuel cas d'insécurité.

Séverin Ibara

CHAMPIONNAT NATIONAL DE HANDBALL

Inter club et Abo sport champions du Congo

Les deux équipes de la Ligue de handball de Brazzaville ont remporté le championnat national édition 2015 le 30 juin au stade Enrico Mattei à Pointe-Noire. Inter club 1 a battu Caïman, 23-21 à l'issue d'une finale très sensationnelle et Abo sport s'est imposée face à Asel, 33-26.

Ces rencontres se sont jouées devant un grand public, des anciennes gloires de handball et dirigeants de la discipline dont, le directeur général des sports Auguste Etsala et Solange Koulinka, représentant le ministre des Sports et de l'éducation physique. Démarrée le 20 juin, la 46e édition du championnat national de handball s'est achevée le 30 juin avec le sacre d'Inter club et d'Abo sport qui succèdent respectivement à Etoile homme et dame. En première finale, Inter s'est imposé dans la douleur face à Caïman qui n'a pas permis aux militaires de souffler un seul moment. Le score entre les deux équipes est resté serré durant tout le match. À la mi-temps les deux équipes étaient à 12-10 pour un score final de 23-21.

Inter remporte son 17e sacre six ans après. Il représentera le Congo au championnat d'Afrique des clubs champion



Abo sport «DR»

prévu du 29 octobre au 7 novembre au Maroc. Les militaires seront accompagnés d'Abo sport vainqueur d'Asel en dame, 33-26 à l'issue d'une rencontre très palpitante avec 16 buts partout à la pause. En effet, la vitesse et la technicité de l'équipe d'Abo rajeunie à 98% ont permis aux protégées de l'honorable Jean Claude Ibovi d'appuyer sur l'accélérateur pour plier le match, malgré l'avantage de 2 buts (soit 18-16) pris par Asel. Abo vient donc d'ajouter sur son palmarès le 3e trophée du championnat national après 2006 et 2012. Toutefois, son adversaire, Asel et Caïman en homme qui sont les deux perdants représenteront le Congo à la coupe des vainqueurs de coupe en 2016.

Notons que, la ligue de Pointe-Noire s'est contentée de la troisième place remportée en version masculine par Patronage qui s'est imposé 45-32 face à Inter2 et chez les dames, Etoile du Congo championne en 2014 chute de deux marches pour la troisième place non qualificative aux championnats africains.

Après le match, l'entraîneur d'Inter, Dieudonné Bonazebe a reconnu le talent de Caïman. « L'objectif est certes atteint mais, nous avons peiné pour venir à bout de cette jeune équipe de Caïman qui joue sa deuxième saison, et c'est par expérience que nous avons gagné. C'était un défi à relever, nous l'avons fait c'est à féliciter parce que nous retrouvons le premier podium six ans après ».

Pour l'entraîneur d'Abo sport, Xavier François Malonga, cette victoire est un avancement logique pour son équipe qui se recherche depuis 2012 après la série de départ de ses titulaires de 2012 à 2014. « Mais, malgré ces départs nous avons fait un grand travail, en 2014 nous sommes 2e au niveau national, cette année 3e au championnat d'Afrique des vainqueurs de coupe à Libreville au Gabon et 1er au championnat de Brazzaville, une place qui nous qualifie au championnat d'Afrique des clubs champions »,

s'est réjoui l'entraîneur qui a demandé aux joueuses de continuer à travailler.

De son côté, le président de la fédération, Henri Joseph Parra content du fair-play qui a favorisé le brassage de plus de 300 joueurs des seize équipes de Pointe-Noire et Brazzaville, a exprimé son soulagement et a remercié tous les dirigeants qui n'ont ménagé aucun effort en vue de la réalisation de cette activité et les autorités politico-administratives pour leur abnégation.

« Depuis 2012, nous nous sommes assignés une mission, celle de préparer nos sportifs pour les 11e jeux africains qui auront lieu en septembre à Brazzaville. En faisant le bilan exhaustif à ce sujet, nous sommes à même de dire que la mission est partiellement accomplie ». Dans son mot de clôture et au nom du

ministre des Sports et de l'éducation physique, Solange Koulinka a remercié tous les amoureux de la discipline et les dirigeants venus des quatre coins du pays pour assister à cette messe nationale de handball, avant d'inviter les différentes équipes à accepter le rang occupé.

Classement général

Messieurs : 1er Inter1, 2e Caïman, 3e Patronage, 4e Inter2, 5e Munisport, 6e Cheminots, 7e AVR, 8e Diables-noirs et 9e Asoc

Dames: 1er Abo, 2e Asel, 3e Etoile, 4e Inter, 5e Cheminots, 6e Patronage et 7e CARA.

Charlem Léa Legnoki

MOTS FLÉCHÉS N°071

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

HOMME DU CRU	ENFLAMMÉS	PERCÉE	ANCIENNE CROÛTE TERRESTRE	DESSINS AU CINÉMA	VILLE DE NORMANDIE	CHAÎNE DE LA CULTURE
DÉFORMATION	CE QU'EST UNE NOTE ÉLEVÉE	BÊTES DE JEU	POINTS OPPOSÉS	ARBRE À HUILE	FLEUVE CÔTIER DU NORD	
					MISES EN ORBITE	
METTRE EN ÉTAT			USANT			
CENTRE			IL BLONDIT SOUS LES RAYONS	PASSE UN HABIT		
				ALGUE VERTE	GROGNES	
PUNITION DE GARNEMENT		VIDER JUSQU'AU BOUT				QUALITÉ D'OR
ASSEMBLÉE		ALLIAGE SOLIDE	CRÊTE OU CORSE		ÉTENDUE D'EAU DOUCE	
	RAC-COURCI POUR DES FIRMES		ASSIS POUR DÉJEUNER		DÉESSE MARINE	
	POLICIER	GAIN DE SOCIÉTÉ		TORDIT		
		VOITURE COUPEE		HARASSÉ DE FATIGUE		
RENÉGAT					CONTESTER UNE VÉRITÉ	
COMPLÈTEMENT DÉMODÉE					RENTRE À LA MAISON	
				ROUA DE COUPS		
				ELLE GRISONNE AVEC L'ÂGE		
TALENT MUSICAL	TIRE UN VÉHICULE				ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE	GARDÉ EN TÊTE
	IMAGE PIEUSE					
		DIPLÔMES				À MOI
		BON POUR FAIRE UN JARDINET				
SPÉCIFIQUE	MÉMOIRE VIVE D'UN ORDINATEUR	MÉTAL À PAPIER				
		APPEL QUI SE VEUT DISCRET				
			MONNAIE À LA HAVANE			LAC DE MONTAGNE
			BOÎTE POSTALE			
ABRI CÔTIER				BIEN POPULAIRE		IL BÂTIT L'ARCHE
LAISSE DE CÔTÉ						
		CLASSE OÙ L'ON APPREND À LIRE			BOIS QUI BRÛLE	

SUDOKU N°071

>FACILE

6		4	9	2		
7	8	5				4
5		8	6			1
	5	7		1	4	9
	1	7	4		2	
9	4	3		7	1	
4		9	5			2
1			7	6		3
		9	1	3		7

>MOYEN

7	5	9	1			
8			3		1	
	3	1	5		7	
9	7		5			
	1	3	2		9	
			9		6	3
	8		5	3	7	
5	8					6
		2	6	9		8

>DIFFICILE

				5		
				7	3	4
7	1		9	2		6
	9				7	2
3	8					4
1		2				8
4	5			9	8	7
2		8	4			
			2			

MOTS CROISÉS N°071

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT

1. Spécialiste du cancan. - 2. Elle n'a plus toute sa tête. Chauffeur d'Osiris. - 3. Manches outre-Manche. Nous rendrons. - 4. Base de rêves. Au chant du coq. Démonstratif. - 5. Abandonner le projet. - 6. Juste une larme. Espèce de trublion. - 7. Substitute, en parlant, une consonne à une autre. Cale de mécanique. - 8. Ils sont au bord de la ruine. Cours de Bavière. - 9. Quantité précise. Vous a un culte. - 10. Scandium de chimiste. Assimiles les aliments.

>VERTICALEMENT

A. Des crampons qui n'arrêtent pas de nous tenir la jambe. - B. Principe huileux. Bijou de pacotille. - C. Lieu de repos. Tubes de l'été. - D. Sale gamine. Chant allemand. - E. Tout le monde et personne. Céréales à barbes. - F. Cavaliers allemands mercenaires. Vaut de l'argent. - G. Précision d'une adresse. Poème épique de Virgile. - H. Dans les marrons. Hors de doute. - I. Son ouverture réserve des surprises. Relative au raisin. - J. Ramèneras à plus de sérénité.

MOTS À MOTS N°071

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de cinq et quatre lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- ① T E T E R + U R N E = E _ _ _ _ _ R
- ② P R I E R + M E R E = E _ _ _ _ _ R
- ③ M U R E R + R E N E = R _ _ _ _ _ R

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°070

R	G	D	I	E	V						
N	O	T	I	F	I	E	R	N	A	I	F
M	A	G	I	S	T	R	A	T	U	R	E
H	A	R	A	S	S	A	I	E	T	E	L
N	I	C	O	L	T	I	N	E	R	A	
O	C	R	A	L	A	R	D	U	N		
I	C	O	U	R	B	E	R	A	T		
D	E	C	R	U	E	L	A	S	E		
R	E	A	L	P	E	A	U	R	E		
S	E	N	S	E	U	R	I	R	A	I	T
T	M	E	P	L	O	R	E	E			
P	A	R	F	A	I	T	E	R	A	N	I
L	A	I	S	S	E	D	E	B	N		
B	I	L	L	A	N	P	E	L	O	T	
B	L	E	R	O	T	A	E	D	E		
O	I	S	E	D	M	L	I	S	E	S	

MOTS CROISÉS N°070

O	P	P	R	E	S	S	E	E	S
L	E	U	R	E	N	T	E		
I	R	R	I	G	A	B	L	E	
G	O	I	S	M	A	I	S		
A	R	S	E	N	I	C	A	L	E
R	A	T	O	D	E	U	N		
C	I	E	L	O	A	D	N		
H	S	A	M	N	E	S	I	E	
I	O	N	I	E	N	P	O	T	
E	N	L	E	V	E	M	E	N	T

SUDOKU N°070

1	4	8	9	6	5	3	2	7
5	9	3	2	7	4	8	1	6
2	6	7	3	8	1	4	5	9
3	1	4	8	9	2	7	6	5
8	7	2	5	4	6	1	9	3
6	5	9	1	3	7	2	8	4
4	8	1	7	5	9	6	3	2
9	3	6	4	2	8	5	7	1
7	2	5	6	1	3	9	4	8

3	2	8	7	6	1	9	5	4
4	9	7	8	2	5	3	6	1
5	6	1	3	4	9	8	2	7
2	4	9	1	8	6	5	7	3
6	7	3	5	9	4	2	1	8
1	8	5	2	7	3	4	9	6
9	3	2	4	1	7	6	8	5
8	1	4	6	5	2	7	3	9
7	5	6	9	3	8	1	4	2

6	1	3	5	4	9	7	8	2
5	2	4	7	3	8	1	6	9
7	9	8	2	6	1	5	3	4
1	3	2	8	9	5	6	4	7
4	6	7	3	1	2	9	5	8
9	8	5	4	7	6	3	2	1
8	4	9	6	5	7	2	1	3
3	5	1	9	2	4	8	7	6
2	7	6	1	8	3	4	9	5

MOTS À MOTS N°070

1/ GUERRIÈRE - 2/ ÉTREINDRE - 3/ CÉRÉALIER.

INTERVIEW

Loko Massengo : « Nous sommes décidés de revenir au pays pour relancer la musique congolaise »

L'un des créateurs du « Trio Madjesi » avec Mario dit muana Kitoko, et Saak-Saakul Sinatra de son vrai nom Bonghat Tshakabu, Loko Massengo Djeskain est aussi l'un des sociétaires des « Trois Frères » et fondateur des « Rumbaya international ». Evoluant actuellement à Paris depuis 1986 avec le groupe « Kékélé », l'artiste qui séjourne à Brazzaville, a accordé une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, dans laquelle, il retrace entre autres son parcours musical.

Dépêches de Brazzaville (LDB) : Vous êtes en séjour dans votre pays, le Congo, que vous avez quitté depuis 1986, pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs.

Loko Massengo (LM) : J'ai commencé la musique en 1965 à l'âge de 20 ans dans un groupe appelé « Jamais national », après je suis allé dans « Négro succès », puis dans Vox Africa de Jeannot Bobenga où j'ai commencé à apprendre le métier, parce que Bobenga pour moi c'est un maître. C'est lui qui m'a montré la technique de la chanson. Après Bobenga je suis allé dans l'orchestre « Vévé » en 1970. C'est là où j'ai rencontré Saak-Saakul. Mario nous a rejoints après, et c'était l'attaque bazoka. A partir de là, nous avons créé le « Trio Madjesi ». L'avantage de ce groupe, était que nous nous débrouillions dans plusieurs langues. C'est une étape très importante pour ma vie. Parce qu'avec le « Trio Madjesi » nous nous sommes faits connaître en si peu de temps, et avions voyagé à travers le monde.

LDB : Pourquoi ce groupe s'est-il disloqué ?

LM : Il s'agit d'un problème d'ordre politique. Franco, Roche-reau et Verckys se sont montés en association que nous appelions les « Trois mousquetaires » pour

casser le « Trio Madjesi », parce que nous n'étions pas tous des Zaïrois. Mario Angolais, moi Congolais de Brazzaville, ils ont trouvé cette faille pour politiser l'affaire. A l'époque nous revenions d'une tournée africaine et avions ramené beaucoup d'argent en FCFA que nous sommes allés changer à Brazzaville. Ils voulaient plutôt que nous le fassions à la banque du Zaïre, alors qu'à l'époque nous préparions aussi le voyage de l'Olympia. Ils ont politisé l'affaire jusqu'à nous suspendre. C'est ainsi que Mario est parti en Angola, j'ai regagné le Congo- Brazzaville et Saak-Saakul est resté à Kinshasa. Et c'était la fin du « Trio Madjesi ».

LDB : On ne vous voit plus sur le terrain, qu'êtes-vous devenu ?

LM : Depuis 1986 je suis à Paris en France. Le Congo m'avait envoyé pour une formation au Conservatoire de Paris. J'ai fait trois ans, après le Conservatoire, je suis resté en France où je continue à faire de la musique. Je suis devenu dirigeant de l'Union des musiciens de la diaspora en France. Mais de temps en temps, je donne aussi des cours aux tout-petits français, leur apprenant la théorie musicale dans des mairies. Par ailleurs, la musique congolaise ayant pour base la Rumba, et moi étant l'apôtre de la Rumba, je ne ménagerai aucun

effort pour la propulser à travers le monde.

LDB : Avez-vous un produit sur le marché du disque ?

LM : Notre dernier album sur le marché avec le groupe « Kékélé » date de trois ans. Nous avons chanté Ponton la belle, O Miguel. D'ailleurs avant que je ne vienne à Brazzaville, répondre à l'invitation de l'Union des musiciens congolais (UMC) pour participer à la fête de la musique, le 21 juin dernier, j'étais déjà en studio avec le groupe « Kékélé » pour terminer un CD qu'on prépare depuis plus d'une année. Le retard étant causé par la mort du producteur en la personne d'Ibrahim Sylla. Nous sommes repartis au studio pour un album de 12 titres. J'en ai signé deux. Durant mon séjour à Brazzaville, j'ai profité de rencontrer le ministre de la Culture et les organisateurs du Fespam, pour négocier la participation des artistes congolais de la diaspora à cette dixième édition.

LDB : Que sont devenus vos anciens amis du « Trio Madjesi » et votre propre orchestre « Rumbaya international » ?

LM : Tous les amis du « Trio Madjesi » sont en bonne santé. Mario est en Angola (mais il est à cheval entre Paris et Luanda, car il a sa maison à Paris), Saak-Saakul est avec moi à Paris. De temps en temps nous faisons des buzz lorsqu'il y a des manifestations. Actuellement, nous sommes en procès, parce que nous avons porté plainte contre un pirate qui a sorti un DVD Trio Madjesi sans en avoir reçu mandat. Nous attendons le dénuement de l'affaire. Par contre,

nous allons nous-mêmes reproduire tout ce que nous avons fait dans le « Trio Madjesi » tant sur le plan audiovisuel que sur le plan du disque. Quant au « Rumbaya », il est ma marque. Depuis que je suis à Brazzaville, j'ai rassemblé tous les anciens musiciens de cet orchestre ainsi que ceux de « Kamikaze loninguissa ». Nous avons pensé que ce n'est pas la peine d'avoir deux groupes, mais plutôt fusionner les deux en un seul qui s'appellera : « Loninguissa bloqué zingué ». A partir de là, chaque trois mois, nous serons à Brazzaville pour redynamiser la musique congolaise.

LDB : Maintenant que nous parlons de « Kamikaze loninguissa », quel est l'état de santé de Youlou Mabiala et même d'Aurlus Mabélé ?

LM : Avant de venir à Brazzaville, j'étais chez Youlou Mabiala, car je ne pouvais pas rassembler les musiciens des deux groupes sans son accord. Il est tout à fait d'accord. Car, tout ce qui lui reste à faire m'a-t-il dit, c'est d'encadrer la jeunesse pour l'intérêt de la musique congolaise. Mais d'ici une année si tout va bien, les Congolais auront une bonne surprise. Cela montre que nous allons cogérer ensemble l'orchestre « Loninguissa bloqué-zingué ». Quant à Aurlus Mabélé, lui aussi se porte bien. Il y a deux ans, il était très malade, mais avec sa rééducation, tout va bien maintenant.

LDB : Justement, comment entrevoyez-vous l'avenir de notre musique ?

LM : La musique d'aujourd'hui est en baisse. C'est pour cela que

les musiciens de notre génération doivent encadrer la jeunesse, car si nous ne le faisons pas, c'est la mort de la musique congolaise. Ce que les jeunes font aujourd'hui, c'est du « copie-coller ». La musique congolaise depuis toujours à une identité, même à l'époque où, il y avait beaucoup d'orchestres tant ici qu'à Kinshasa. Nous avons toujours nos identités. Or, aujourd'hui, on ne peut même plus faire la différence entre un Wenge musica et un Extra musica, ... Et puis, la musique doit avoir un texte et une conclusion. Or aujourd'hui, ça devient un genre de balaie, on ne fait que faire danser les gens et raconter des conneries.

LDB : Quelle est votre meilleure chanson de tous les temps ?

LM : Dans ma tête je pensais que c'était Feza (qui a propulsé le groupe Trio Madjesi). Aujourd'hui, je réalise que partout où je passe, on ne parle que de la chanson *Beauté noire*. A propos de cette chanson, lorsqu'elle est sortie, chaque trimestre je gagnais plus d'un million de FCFA à la Sacem (une maison des droits d'auteur en France). A l'époque nous avons un bon pouvoir d'achat permettant à tout un chacun de s'acquitter d'un album, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

LDB : Votre mot de la fin

LM : Nous sommes décidés de revenir au pays pour relancer la musique congolaise, parce que nous ne pouvons pas la laisser comme ça.

Propos recueillis par Bruno Okokana

BRIN D'HISTOIRE

2015, 10^e édition du Fespam (Festival panafricain de musique)

Voici 19 ans que l'Afrique et sa diaspora des Amériques et des Caraïbes vibrent au rythme du Festival panafricain de musique. Le Fespam est désormais la manifestation musicale d'envergure sur le continent. L'édition inaugurale eut lieu à Brazzaville. Un an après, la capitale congolaise s'embrasait, victime d'un conflit politico-militaire meurtrier. Dès la fin des hostilités, le président Denis Sassou N'Gouesso, de retour aux affaires, décida de renouer avec le Fespam qu'il utilisa comme levier pour redonner vie à Brazzaville, profondément meurtrie. La musique, c'est la vie. Et dans ce cas, elle a bien joué son rôle de purgation des passions. En 19 ans, le Fespam a réussi à s'inscrire dans l'univers de Brazzaville et a pris ses quartiers au stade Félix Éboué, haut lieu de l'histoire politique de notre ville-capitale. Le président a réussi son pari. Mais l'institution traîne les mêmes problèmes récurrents.

À la veille de la 10^{ème} édition du Festival panafricain de musique, du 18 au 25 juillet prochain, il n'est pas inutile de rappeler que depuis l'édition inaugurale, le Fespam, hormis celle de 2007, est marqué du sceau de l'échec :

- Frictions et conflits permanents entre le ministre de la Culture et le commissaire général du Fespam ;
- Décassement tardif des fonds ;
- Mauvais casting des artistes ;
- Mauvaise planification des spectacles ;
- difficultés à décoller financièrement.

Plus généralement, le Fespam n'a pas réussi à être une rampe de lancement pour nos artistes qui se plaignent de ne pas en récolter les lauriers.

La Conférence des ministres de la Culture, en sa session ordinaire à Port Louis, opta pour le thème de la musique proposé par le secrétariat de l'Oua (Organisation de l'unité africaine) actuellement Union africaine. La région de l'Afrique centrale fut ciblée pour abriter le Festival panafricain de musique parce qu'elle constitue l'un des foyers les plus dynamiques de la musique africaine. Le secrétariat et le conseil des ministres de l'Oua s'étaient réjouis de l'offre généreuse de la République du Congo d'abriter le Fespam. (Résolution CM/Rés. 1636LXIII). Pascal Gayama, alors secrétaire général adjoint de l'Oua, a joué un rôle important dans la gestion de ce dossier.

D'une manière générale, le Fespam a pour objectifs de promouvoir la musique africaine ; de pérenniser la réflexion sur la musique africaine ; de vulgariser et de conserver les instruments traditionnels de la musique africaine ; d'aider à la création d'un marché de la musique africaine (rencontre des producteurs et des musiciens qui pratiquent la musique africaine) ; de créer un environnement de fête à l'occasion du festival.

Lors de la deuxième édition, Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua, a bien défini le sens du Fespam, selon l'Oua (Organisation de l'unité africaine, actuellement Union africaine) : « *Il ne sera pas juste de voir dans ce rassemblement une simple occasion de se divertir. Il ne s'agit pas de distiller, ici, un nouvel opium du peuple. L'objet de ce festival est de jouer un rôle séminal : celui de rallier les Africains entre eux, diaspora y comprise, et contribuer à l'ensemencement d'un champ de solidarité fertile. Car, si la musique est source de vie, elle peut être aussi source de paix. Ce festival se veut être l'antithèse*

de tous les génocides, de tous les conflits, de toutes les exclusions, de toutes les discordes ».

Afin d'asseoir définitivement les bases de l'organisme, le programme prévoyait depuis 1998 : l'installation du siège du Fespam avec tous les textes réglementaires ; la formation de techniciens dont les métiers se rapportent à la régie technique, à l'audiovisuel et à la conservation de musée ; la mise en place d'une structure de base de Musée de la musique africaine ; la réalisation d'un symposium et d'une belle fête dans les villes de Brazzaville et de Kinshasa. Depuis le début, Brazzaville est le siège du Fespam.

Cette 10^e édition du Fespam qui se tient du 18 au 25 juillet, dates des Premiers Jeux africains en 1965, précède un autre grand événement qui pointe à l'horizon, les 11^{es} Jeux africains, du 4 au 19 septembre 2015, qui marquera le clou de la commémoration du cinquantième anniversaire de ces jeux. Bonne chance à cette 10^e édition !

MFUMU